

# China Analysis

## Les Nouvelles de Chine

n° 19, mai-juin 2008

<b>AVANT-PROPOS</b> .....	2
<b>POLITIQUE INTÉRIEURE</b>	
1. Un autre point de vue sur le nationalisme chinois .....	3
2. Les victimes du séisme et leurs droits .....	5
3. Chine - dalaï-lama, un dialogue de sourds .....	7
<b>ÉCONOMIE</b>	
4. « À bas la France ! ». Chronique des mouvements antifrançais du printemps 2008 .....	9
5. Hésitations face à l'inflation.....	13
6. Tensions sur les tarifs de l'électricité .....	15
<b>AFFAIRES DIPLOMATIQUES ET STRATÉGIQUES</b>	
7. La non-prolifération, un problème pour Washington, une opportunité pour Pékin ? .....	18
8. Le problème nucléaire iranien ou le « ver dans le fruit » .....	21
9. Un TNP aux caractéristiques chinoises .....	23
10. Face aux ONG africaines, mieux communiquer pour désamorcer les critiques .....	25
<b>TAÏWAN</b>	
11. Le dialogue KMT-PCC affaiblit-il Ma Ying-jeou ?.....	28
12. Le DPP, un renouveau en suspens .....	30
<b>LA PRESSE DANS CE NUMÉRO</b> .....	32



Bulletin électronique bimestriel d'Asia Centre sur la Chine, *China Analysis* est dirigé par François Godement et coédité par Mathieu Duchâtel et Michal Meidan. *China Analysis* commente l'actualité du monde chinois à partir de la presse écrite en mandarin. Ce bulletin est la seule publication en Europe à s'appuyer exclusivement sur des sources de langue chinoise pour présenter les points de vue de la République populaire de Chine, de Hong Kong et de Taïwan sur la politique intérieure et l'économie chinoises, les questions stratégiques en Asie, la vie politique taïwanaise et les affaires internationales.

## AVANT-PROPOS

La presse internationale a salué à l'unanimité l'effort de transparence du régime chinois à l'issue du terrible séisme de Wenchuan, le 14 mai, qui a endeuillé le Sichuan et les provinces de l'ouest. Les médias chinois ont partiellement rompu avec la tradition communiste, et engagé une course à l'action et la compassion des dirigeants, jusqu'à faire sortir de Zhongnanhai les principaux d'entre eux pour saluer publiquement la mémoire des victimes. Cette rupture est toutefois moins forte qu'il n'y paraît au niveau de certains dirigeants : non seulement le premier ministre Wen Jiabao s'était déjà dépensé sur le terrain lors des tempêtes de neige de mars, mais il s'était également illustré dans les secours après les grandes inondations du Yang-tsé de 1998. En 1976, la presse avait passé sous silence le bilan du tremblement de terre de Tangshan ; vingt-deux ans plus tard, elle n'avait pas non plus fait toute la lumière sur celui des inondations du Yang Tsé. Ce n'est que pressé par la communauté internationale au printemps 2003 d'informer le monde de l'étendue de la crise du SRAS qui frappait le sud du pays que le gouvernement chinois avait fini par relâcher son emprise. Certes les médias chinois, imitant leurs confrères de Hong-Kong et de Taipei, versent aussitôt dans le sensationnalisme. Les grandes chaînes de télévision ont diffusé en boucle des images qui en Europe, seraient perçues comme des attentats à la pudeur des victimes. Une nouvelle culture du traitement de l'information émerge en Chine. Elle profite d'un appareil de propagande qui favorise la mobilisation émotionnelle. Tout en fixant des limites politiques claires, comme le montre l'interdiction faite aux médias de relater le périple de la flamme olympique au Japon, pour préserver l'espace nécessaire aux négociations avec le gouvernement Fukuda.

Le traitement de l'information reste très sélectif. Le domaine du « trop sensible » inclut de nombreux sujets de société. Comme les écoliers enfouis dans les décombres, parce que des officiels corrompus avaient négligé les consignes de sécurité les plus élémentaires lors de la construction des écoles. Le journaliste Huang Qi en a déjà fait les frais. Après avoir divulgué des informations exclusives, il a été arrêté début juin. La presse écrite chinoise est consciente des insuffisances scandaleuses de certains gouvernements locaux. Certains titres appellent à la transparence des enquêtes. Les bâtiments emportés par le tremblement de terre peuvent être reconstruits, en respectant les normes antisismiques. Mais *quid* des droits des sinistrés ? L'appareil juridique encadrant leurs dédommagements est un chantier important, qui met en jeu la stabilité sociale.

Le tremblement de terre et la vague nationaliste du printemps contre les intérêts français relancent le débat sur le contrôle des excès – que ce soient ceux des cadres ou des jeunes patriotes. Comment tempérer les appétits de certains dirigeants locaux si la vie de leurs administrés est en jeu ? Comment canaliser l'énergie patriotique et les dérives xénophobes d'une jeunesse nationaliste dont la violence verbale sur internet rappelle celle des gardes rouges ? La communauté stratégique chinoise pose même une question subsidiaire : comment protéger les décideurs économiques et politiques chinois de l'influence des groupes d'intérêts occidentaux ? L'information doit être mieux régulée. Menacer de rendre publiques les dérives ou choisir la rétention d'éléments déclencheurs de mécontentement, la population civile est en partie invitée à prendre part à cet effort de contrôle... sauf lorsqu'elle en est elle-même l'objet.

Sur le front extérieur, ce numéro de China Analysis pose la question de l'engagement de la Chine dans le sauvetage du régime international de non-prolifération. Les débats d'experts révèlent que la prolifération nucléaire n'est pas perçue sous l'angle de la sécurité internationale – et qu'elle n'est pas ressentie non plus comme une menace pour la sécurité nationale chinoise, à l'exception notable d'une action terroriste pendant les Jeux. Ni intérêt partagé avec les Européens ou les Américains, ni responsabilité pleinement assumée, la lutte contre la prolifération ne semble tout simplement pas une priorité pour la Chine. Les experts chinois préfèrent justifier la rationalité de l'acquisition de l'arme nucléaire plutôt que la dénoncer. Le décalage manifeste du débat public intérieur avec les positions officielles de Pékin peut surprendre. Parmi les questions qu'il suscite, on peut citer les suivantes : quel intérêt la Chine perçoit-elle à participer à certains des efforts contre la prolifération nucléaire ? Se sert-elle de son soutien comme levier pour poursuivre d'autres objectifs stratégiques ? En filigrane, les textes sélectionnés montrent que l'amélioration de son image internationale est perçue en Chine comme un enjeu crucial. Il est possible que ce soit suffisant pour qu'elle surmonte son désir compréhensible de tirer profit des conflits, et cherche plutôt à les résoudre.

**Mathieu Duchâtel et François Godement**

## POLITIQUE INTÉRIEURE

Depuis les émeutes de Lhassa, Pékin et la Chine entière ont été secoués. Une vague de « jeunesse en colère » a envahi le pays avec des discours patriotiques, voire nationalistes, avant de céder la place à l'inquiétude collective sur le sort des victimes du séisme qui a touché la province du Sichuan le 12 mai. Le deuil national, la philanthropie spontanée et l'action civile se sont accompagnés d'une ouverture médiatique sans précédent, grâce à laquelle la colère des parents des victimes qui ont péri dans les « immeubles en tofu » a pu s'exprimer. Et début juin, la commémoration de Tian'anmen, il y a dix-neuf ans, était dans tous les esprits...

Trois questions majeures reviennent dans les débats autour de cette période : d'abord, les limites du patriotisme : à quel moment le sentiment de fierté nationale devient-il extrême ? Quelles sont les valeurs qui le sous-tendent ? Cette question, abordée dans notre sélection, en recoupe une deuxième : celle de la légitimité du régime. Les étudiants de 2008, contrairement à ceux de 1989, soutiennent le parti au pouvoir. Ils revendiquent une croissance économique, une sécurité sociale, et surtout un régime efficace – démocratique ou pas. Si le gouvernement a su instrumentaliser le patriotisme dans l'après-Tibet pour unir le pays dans le deuil du Sichuan et en préparation aux Jeux olympiques de cet été, les limites ont parfois été transgressées. La presse est allée trop loin dans la dénonciation et a été priée ensuite de se limiter à une relation des faits plus favorable. L'équilibre reste délicat. Enfin, la question de l'émergence de la société civile réapparaît dans ces débats. L'action et l'expression des ONG qui ont pu pallier les carences d'un système de secours militarisé, des médias, des associations civiles, après avoir été autorisées, et utiles, sont à nouveau bridées pour le dernier défi de cet été : le bon déroulement des Jeux olympiques.

### 1. Un autre point de vue sur le nationalisme chinois

MICHAL MEIDAN

D'après :

– Jiang Yong, « Envisager correctement les groupes d'intérêts étrangers en Chine », *Liaowang*, 6 mai 2008.

– Hu Shuli, « Les Jeux olympiques, le nationalisme et les relations sino-tibétaines », *Caijing*, 29 avril 2008.

– « L'Amour de la patrie avec quel -isme ? », sans mention d'auteur, Sina.com, 8 mai 2008.

La vague nationaliste qui a secoué la Chine après les réactions occidentales aux émeutes de Lhassa et à la suite des manifestations lors du parcours international de la flamme olympique a atteint les rues chinoises, Internet et la presse. Fin avril, le ton antioccidental a été plus modéré, mais le débat n'est pas tari. Les articles présentés dans cette sélection font état des différentes tendances qui ont marqué ce débat.

L'article publié dans *Caijing* et celui du site internet Sina offrent un regard de l'intérieur sur les relations tendues entre ceux qui ont mené la bataille contre les intérêts étrangers (notamment français) et ceux qui s'en sont abstenus et ont été qualifiés de « traîtres ». Bien qu'ils se montrent compréhensifs à

l'égard des réactions les plus vives, « bien meilleures que l'indifférence », et s'ils estiment que la colère de la jeunesse est légitime et justifiée, les auteurs dénoncent l'emprise exagérée qu'elle a eue sur l'état d'esprit national et en appellent à une manifestation plus réfléchie du sentiment patriotique<sup>1</sup>. L'analyse parue dans *Liaowang*, publication officielle du groupe Xinhua, semble aller, de prime abord, contre cette tendance à la modération. Elle est signée par Jiang Yong, le directeur du département de sécurité économique de l'Institut chinois pour les relations internationales contemporaines (CICIR), institut de recherche subordonné au gouvernement. Dans son article, l'auteur énumère les dangers liés à la prolifération de groupes d'intérêts étrangers sur le territoire chinois, ce qui va dans le sens de la vague nationaliste exprimée par la jeunesse. Pourtant, ce qui frappe dans cette analyse ce n'est pas tant son ton protectionniste que ses conclusions, dans lesquelles l'auteur lance un appel masqué à une ouverture politique plus importante en Chine.

La Chine a été divisée, fin avril, entre « patriotes » et « traîtres », entre « jeunesse en colère » et « élitistes », à propos de la réaction de Pékin aux critiques internationales de sa gestion des émeutes de Lhassa. Mais

1. Ou un « nationalisme confiant et fier », David Shambaugh, « China's Competing Nationalisms », *International Herald Tribune*, 5 mai 2008.

cette situation est positive, d'après nos analystes, car elle a lancé le débat essentiel autour des valeurs nationales et du sentiment patriotique. Elle représente l'abandon d'une vision trop monolithique de l'État et de l'attitude du citoyen à son égard. Mais la profondeur des clivages et l'animosité quasi violente entre les groupes, à en juger par les échanges sur Internet, sont inquiétants : les réactions les plus enflammées se sont manifestées sur des forums qui sont essentiellement consultés et animés par des jeunes. Les analystes relèvent cependant le manque de respect pour d'autres points de vue et le monopole du discours par cette « jeunesse en colère ». L'appel au boycott des produits français est, selon *Caijing*, une réaction « normale » face aux « injustices » dans la mesure où c'est un acte légal et pacifique (allusion, sans doute, aux émeutes violentes contre le Japon, en 2005, ou aux émeutes à Lhassa). Mais ceux qui choisissent de ne pas y adhérer doivent être respectés ; et le pays ne peut pas être pris en otage par cette jeunesse.

Si l'éditorial de *Caijing*, en évoquant cette question, souligne l'importance du respect des diversités politiques et culturelles (dont la culture tibétaine)<sup>2</sup>, l'article de Sina analyse les implications sur le plan international. Il évoque la comparaison faite entre la Chine et l'Allemagne des années trente, et les craintes que cela suscite. Or, selon l'auteur de l'article, la Chine ne suit pas ce même parcours pour la simple raison que l'Allemagne nazie a instrumentalisé l'humiliation pour encourager une renaissance nationale enfermée sur elle-même. La société allemande est passée d'une société ouverte à une nation fermée. Non seulement la société chinoise suit une voie d'ouverture, mais cette voie est soutenue par une culture cosmopolite (avec les notions universalistes du « ciel » : 天下, *tianxia* ; 普天, *putian* ; 宇内, *yunei*) qui n'inclut pas la notion de l'État-nation et qui ne peut pas fournir de base pour un nationalisme extrême.

L'article de *Liaowang* est, dans ce contexte, le seul à tourner son regard vers l'Occident et son ingérence dans la société chinoise. Cependant, derrière ce ton protectionniste, l'auteur porte une critique masquée de la

---

2. Un « *nationalisme pragmatique* » selon Yang Jianli, « The Facets Of Chinese Nationalism », *The Washington Post*, 5 mai 2008.

corruption en Chine. Il présente les dangers que représentent les groupes d'intérêts étrangers pour la souveraineté économique du pays et souligne leur contribution à la corruption et à l'instabilité sociale du pays, mais il évoque également les acteurs chinois qui les encouragent. Son discours quasi xénophobe reste toutefois rationnel, et il ne néglige pas de mentionner que toutes ces activités – qui mettent le pays en péril – sont permises, facilitées ou soutenues par des gouvernements locaux ou des intérêts bureaucratiques chinois.

Les groupes d'intérêts étrangers sont très habiles, selon lui, dans l'art du lobbying : ils nouent des liens avec des hommes politiques, emploient des chercheurs ou des consultants qui servent de relais entre leurs intérêts et l'administration chinoise, s'allient à des *brokers*<sup>3</sup> ou à des entreprises chinoises pour avoir une meilleure emprise sur le terrain. Ils disposent en outre d'un soutien fort de la part de leurs gouvernements nationaux<sup>4</sup> et monopolisent le système financier international. Ils influent donc sur les stratégies macroéconomiques, sur le système légal et sur la cohésion sociale. Dans un premier temps, la décision de mettre des compagnies chinoises sur le marché a été fortement encouragée par des étrangers, qui en tirent ensuite profit pour mettre peu à peu la main sur les industries chinoises<sup>5</sup>. Or, de façon quelque peu contradictoire, l'auteur estime que les groupes d'intérêts étrangers voudraient préserver la confusion qui règne actuellement dans la gestion macroéconomique et inhiber les réformes qui visent à la simplifier. Sur le plan législatif, certains projets de loi comme la loi antimonopole ont été reportés suite aux pressions de ces groupes. Les infractions récurrentes concernant les contrats de travail, le refus de laisser les employés se syndiquer, les mauvaises conditions d'emploi et les salaires bas suscitent une agitation sociale. Enfin, sous l'impulsion de ces groupes, « *des gouvernements locaux cherchent à avancer leurs propres intérêts et à détourner les politiques initiées par les instances supérieures* ».

---

3. Agents ou intermédiaires.

4. Un argument qui est souvent évoqué contre la Chine dans ses activités à l'étranger...

5. Sur le débat sur le protectionnisme chinois, voir Michal Meidan, « La Chine a tiré bénéfice de son adhésion à l'OMC », *China Analysis*, n° 11-12, décembre 2006-janvier 2007.

L'auteur propose de limiter l'influence des groupes d'intérêts étrangers en Chine par le biais des mesures suivantes, qui semblent toutefois vouloir répondre à d'autres maux du système chinois : d'abord, une forte législation qui encadre les « *activités de persuasion* », limite les contributions financières et pénalise les transgressions. Mais il faudrait pallier les faiblesses du système législatif par un contrôle exercé par la société, les organisations civiles et les médias. Jiang Yong propose également de concurrencer ces groupes d'intérêts étrangers avec la mise en place de chambres de commerce, syndicats, associations commerciales et sectorielles, ainsi que d'organisations « *pour le bien public* ». Ensuite, Jiang Yong propose de mettre les services que rendent aux étrangers chercheurs ou *brokers* sous la surveillance d'organisations « à utilité publique », « *étant donné qu'il n'y a pas de limites morales* ». Mais c'est surtout en rendant les décisions gouvernementales plus transparentes que les médias et la société civile pourront devenir des garde-fous.

Enfin, étant donné que ces *brokers* sont souvent des enfants ou parents de dirigeants, Jiang Yong conclut avec sa proposition la plus audacieuse : il faut procéder à des audits des finances des dirigeants et veiller à la transparence des activités commerciales de leurs proches. Les dirigeants chinois devraient être encouragés à servir d'exemple et à « *discipliner leurs proches* » (管教好自己的子女亲属, *guanjiao hao ziji de zinü qinshu*).

## 2. Les victimes du séisme et leurs droits

MICHAL MEIDAN

D'après :

- Zhang Qianfan, « La démocratie locale est la base de la reconstruction après la calamité », *Xinjing bao*, 24 mai 2008.
- Hu Shuli, « “La détresse régénère la nation” et la reconstruction institutionnelle », *Caijing*, 24 mai 2008.
- Zhang Qianhua, « Les parents des victimes réclament une audience avec de plus hautes instances », *Nanfang dushibao*, 26 mai 2008.
- « L'enquête sur la qualité des édifices est une intervention psychologique positive », *Nanfang dushibao*, éditorial, 27 mai 2008.
- « La zone dévastée a besoin de secours légal », *Nanfang dushibao*, éditorial, 28 mai 2008.

Une véritable « onde de choc » du séisme qui a touché le Sichuan le 12 mai se répercute jusqu'à Pékin. La presse, qui a suivi de près toutes les évolutions – le tremblement de terre, l'effondrement d'écoles, le sort des victimes et celui des survivants –, a commencé fin mai à envisager les travaux de reconstruction. Le rétablissement, dit-on, sera long, car il s'agit, certes, de reconstruire des bâtiments, mais surtout de consolider le système légal, institutionnel, voire démocratique, et de renouer un lien de confiance entre la population et ses dirigeants.

La sélection d'articles présentée ici n'est pas exhaustive. Mais elle inclut des analyses de la presse du sud du pays et de Pékin qui examinent ces différentes perspectives : les reconstructions physiques, institutionnelles et psychologiques. La presse fait preuve ici d'une ouverture prudente dans ses revendications de transparence et de dialogue réel avec la population civile, ainsi que dans ses avertissements contre des tentatives « *d'étouffer les sentiments* » des parents des victimes. Les articles ne critiquent toutefois pas le gouvernement central, au contraire, ils félicitent les dirigeants de leur engagement personnel, de la liberté accordée aux médias et des efforts déployés pour assurer le bon déroulement des enquêtes lancées dans différentes villes.

Les auteurs de ces différents articles s'accordent pour considérer que la recons-

truction doit se faire sur plusieurs plans. En premier lieu, la reconstruction des bâtiments selon les normes de construction. L'aspect sans doute le plus médiatisé de ce séisme est la qualité médiocre des établissements scolaires dans lesquels de nombreux enfants ont péri. Leurs parents réclament des enquêtes, les gouverneurs les promettent. Reste à veiller à l'indépendance et à la transparence de celles-ci, dans un premier temps, à l'application de leurs conclusions dans un second temps. Mais, comme le constate le *Nanfang dushibao*, les instances locales se trouveront très rapidement face à des questions juridiques épineuses, liées au droit de la propriété. Comment procéder à des compensations, à la redistribution de biens, à l'évaluation des créances ? La Chine a besoin de revoir son système législatif. Car à côté de la mobilisation massive pour les victimes du tremblement de terre, des cas de vols, de corruption et de détournements de fonds publics destinés aux travaux de secours sont également survenus, qui devraient être pris en compte dans la loi pénale. Les droits et obligations sur les biens, la propriété, les prêts bancaires, le droit à l'exploitation des terres, les pertes et dommages doivent faire l'objet d'un ajustement législatif. Enfin, le droit civil devra permettre d'assurer la prise en charge d'orphelins. L'éditorial propose même de mettre au service des populations locales des services légaux gratuits, de simplifier certaines démarches et procédures, aussi bien pour les citoyens que pour le fonctionnement du système judiciaire, qui ne pourra assumer la charge de toutes les demandes qu'il aura à traiter.

La Chine devra également perfectionner son système de secours. Déjà largement mis en cause après les tempêtes de neige qui ont ravagé le pays pendant le Nouvel An chinois, ce système est loin d'être en mesure de répondre à ces calamités naturelles. La revue pékinoise libérale *Caijing* estime que « *la nature hautement militarisée des travaux de secours a permis une action efficace* », mais que les failles du système de secours (qui ne sont pas détaillées) doivent également être prises en compte. Celui-ci devrait mieux intégrer des actions gouvernementale et civile, mais l'équilibre entre les deux reste délicat. S'il incombe au gouvernement de pourvoir à l'essentiel des fonds pour un système de secours, le relais avec

les gouvernements et populations locales doit être assuré. De même, les donateurs doivent avoir l'assurance que leurs contributions servent bien à ce à quoi elles sont destinées. La presse, dans un système idéal, devrait également avoir accès aux informations pour les diffuser à temps, tout en restant suffisamment responsable pour ne pas importuner les travaux de secours. Mais c'est le relais entre les gouvernements locaux et la société civile qui est fondamental selon l'éditorialiste, qui conclut par une mise garde contre la fausse consolation d'un « *grand gouvernement* » (大政府, *da zhengfu*) – un gouvernement trop interventionniste.

La tâche de reconstruction n'est pas facile pour les gouvernements locaux non plus. S'il faut en priorité répondre à la revendication des parents de procéder à des enquêtes sur la qualité des écoles, les multiples intérêts qui entrent en jeu et les « *habitudes de corruption* » risquent de saper l'indépendance des investigations. C'est pourquoi les parents des victimes de l'école de Beichuan veillent sur les travaux. Mais pour Zhang Qianfan, professeur de droit à l'université de Pékin, ce contrôle par les parents ne suffit pas. La seule solution est de « *rebâtir* » des mécanismes démocratiques locaux et de poser les bases d'un système électoral. Zhang Qianfan s'interroge, dans le quotidien pékinois *Xinjin bao*, sur les raisons pour lesquelles des établissements scolaires se sont désagrégés alors que les bâtiments gouvernementaux ont résisté au séisme. Une enquête sera lancée pour déterminer la part de la faute humaine dans cette tragédie, mais elle sera surveillée par les plus hautes instances nationales. Or, une fois l'enquête terminée et les représentants gouvernementaux partis, qui veillera aux intérêts des citoyens ? En outre, ces enquêtes seront consacrées à la qualité du travail à Wenchuan, mais qu'en est-il des autres villes chinoises ?

Seule la démocratie rendra les cadres responsables devant la population locale. Les bâtiments gouvernementaux ont pu résister au séisme parce que plus de fonds y ont été investis, et parce que les standards de construction y ont été respectés. Mais si les parents des victimes avaient un droit de regard ou d'ingérence dans les dépenses publiques, est-ce que les mêmes choix seraient

maintenus ? Dans le Zhejiang, un programme de consultation démocratique a été lancé sur des questions budgétaires, un exemple que l'on devrait étendre aux autres provinces. Zhang poursuit donc son raisonnement : si les citoyens nommaient leurs représentants et pouvaient les sanctionner pour de telles failles, les cadres ne seraient-ils pas plus enclin à prendre en compte les besoins du peuple ?

Le *Nanfang dushibao*, pourtant très libéral, ne va pas aussi loin. Pour lui, la première priorité est d'éviter une explosion sociale. Et pour ce faire, le gouvernement doit permettre à la population de faire remonter ses griefs. Tout comme une assistance psychologique permet de soulager des inquiétudes personnelles, mener des enquêtes pour déterminer s'il y a eu faute humaine est une façon de contenir les appréhensions collectives et d'apaiser les émotions. Implicitement, ce que préconise l'auteur est une plus grande liberté d'expression, faute de quoi la polarisation sociale risque de s'exacerber et la confiance – déjà fragile – entre la population et ses dirigeants sera brisée. Pour les cadres du Sichuan, apaiser les émotions et éviter un mouvement social est effectivement à l'ordre du jour, mais la question qui se pose à eux est de savoir jusqu'où ils devront aller pour contenir la population. Le secrétaire général du Parti de la ville de Mianzhu s'était agenouillé devant des parents en route pour Deyang, les priant de ne pas porter leurs doléances aux autorités du chef-lieu. Il a échoué.

### 3. Chine - dalaï-lama, un dialogue de sourds

MATHIEU DUCHATEL

D'après :

– Wang Tzong-an, « Analyse de l'impasse des négociations entre le dalaï-lama et le Parti communiste », *Zhongguo dalu yanjiu - Mainland China Studies*, vol. 51, n°1, mars 2008, p. 103-115.

Comme d'autres observateurs, Wang Tzong-an note que les pourparlers entre Pékin et le gouvernement en exil du dalaï-lama, amorcés en 2002, incitaient à un optimisme prudent<sup>6</sup>. Du moins avant les émeutes de mars. Dans un article rédigé avant l'embrasement des régions tibétaines et publié dans une revue académique taïwanaise, il revient sur les obstacles au dialogue entre les deux parties : leurs positions trop éloignées, l'absence de confiance mutuelle, la sociologie des négociateurs potentiels en Chine et parmi le gouvernement en exil. Le dialogue direct entre la Chine et le dalaï-lama ne peut pas reprendre dans les conditions actuelles. Mais les pourparlers de la Chine avec les émissaires du dalaï-lama, qui ont repris en mai, peuvent-ils préparer le terrain ? Le principal intérêt de cet article est qu'il adopte une approche réaliste, purement fondée sur une analyse des intérêts et des perceptions des deux parties, en interrogeant la possibilité du dialogue sans prendre parti tout en proposant des voies pour le faciliter.

L'équation politique au Tibet prend sa forme actuelle à la fin des années soixante-dix, lorsque Deng Xiaoping lance la politique d'ouverture. Le 28 juillet 1981, Hu Yaobang adresse une lettre au frère cadet du dalaï-lama. Il lui soumet cinq propositions (五點方針, *wudian fangzhen*) pour régler la question du Tibet. Or la Chine adopte une définition très restreinte de la question tibétaine, puisqu'elle la réduit au « problème du retour au pays du dalaï-lama ». Ainsi, Hu Yaobang propose de coopter le dalaï-lama

6. Kerry Dumbaugh, *Tibet : Problems, Prospects and US Policy*, CRS Report for Congress, 10 avril 2008. Tashi Rabgey et Tseten Wangchuk Sharlho, *Sino-Tibetan Dialogue in the Post-Mao Era : Lessons and Prospects*, East-West Center, Washington, 2005.

parmi les élites du Parti communiste, en lui offrant un poste de délégué au comité permanent de l'Assemblée nationale populaire et la vice-présidence de la Conférence consultative politique du peuple chinois. En échange, il doit s'engager à déclinier toute fonction officielle dans la région autonome du Tibet. Hu Yaobang appelle également à oublier « *les événements historiques de 1959* », et propose aux Tibétains de prendre le temps qu'il leur faudra pour se convaincre que la Chine a changé, qu'elle est désormais sur le chemin de la stabilité et de la prospérité.

Pour sa part, le dalaï-lama renonce formellement à l'indépendance au même moment, pour revendiquer une autonomie substantielle au sein de la RPC. Il précise ses demandes pour la reprise des négociations en 1987 dans un document en cinq points (五點方案, *wudian fang'an*). Le Tibet doit devenir une « *zone de paix* » ; la Chine doit abandonner sa politique de sinisation et respecter les droits fondamentaux, ainsi que les « *libertés démocratiques* » des Tibétains. Elle doit également respecter l'environnement naturel du Tibet en cessant d'y développer des armes atomiques et d'y stocker des déchets nucléaires. Enfin, elle doit s'engager à négocier le « *statut futur du Tibet* » (西藏未來地位, *xizang weilai diwei*). Ces positions n'ont pas changé depuis<sup>7</sup>. Pour le dalaï-lama, la question du statut du Tibet dans la RPC n'est donc pas réglée.

Au-delà de l'absence de points communs entre les approches des deux parties, un obstacle supplémentaire tient aux perceptions incompatibles de l'histoire tibétaine qu'elles entretiennent. Pour le dalaï-lama, le Tibet a toujours été souverain jusqu'à l'invasion chinoise de 1949. Pour Pékin, cette approche porte les germes d'un mouvement indépendantiste et prouve la duplicité du dirigeant tibétain. Dans ce contexte, la Chine ne peut accepter aucune concession sur le statut de la région autonome au sein de la République populaire. Car perdre la main sur la politique d'éducation, ce serait favoriser la consolidation du mouvement

---

7. Le document en cinq points est présenté au caucus pour les droits de l'homme du Congrès américain le 21 septembre 1987. Cette approche est parfois présentée sous le nom de « voie du milieu » : ne pas chercher l'indépendance, mais refuser le statut actuel du Tibet au sein de la RPC.

indépendantiste. Pour cette raison, la Chine exige du dalaï-lama « *une renonciation et deux promesses* » (一個放棄兩個承諾, *yige fangqi, liangge chengnuo*) en préalable à toute négociation directe<sup>8</sup>. Dès lors, la proposition du dalaï-lama d'appliquer au Tibet la formule « *un pays, deux systèmes* » à l'ensemble des régions historiques qui composent le Tibet (incluant des territoires appartenant aux provinces du Gansu, du Sichuan et du Qinghai) ne peut que rester lettre morte pour la Chine, alors que pour les personnes sensibles à la cause tibétaine le dalaï-lama fait preuve d'une grande souplesse. Pour Pékin, la formule ne peut s'appliquer qu'au retour de Hong Kong, Macao et Taïwan dans le giron chinois, et non « *à une région qui bénéficie déjà des droits garantis par la Constitution chinoise* ».

Comme si ce n'était pas suffisant, les deux parties se suspectent mutuellement de suivre des agendas cachés. Wang Tzong-an constate que cette suspicion est parfaitement fondée. La priorité de Pékin consiste à éliminer toute menace contre sa légitimité et à contrer les tentatives occidentales « *d'utiliser le Tibet pour contenir la Chine* » (以藏制華, *yizang zhihua*). Or cela implique d'obtenir la disparition du gouvernement en exil, qui nargue les intérêts chinois dans toutes les capitales occidentales. Par ailleurs, nombreux sont ceux en Chine à reconnaître que l'image de la Chine sur la scène internationale est en jeu dans les relations « sino-tibétaines ». La conquête de la légitimité morale aux yeux du monde, comme la Chine tente de l'obtenir depuis si longtemps sur le dossier Taïwan, sera-t-elle la prochaine priorité stratégique de Pékin, après les événements de mars ? Pour le dalaï-lama, la priorité consiste à consolider sa position en vue de négociations. Ses tactiques : l'internationalisation du problème du Tibet, le maintien de l'autorité morale du dalaï-lama en Occident, la promotion du terme de « *catastrophe éthique* »

---

8. La demande par la Chine de la reconnaissance d'un principe par son interlocuteur en préalable à toute négociation est classique de sa stratégie de négociation. Il s'agit d'obtenir des concessions décisives avant même la tenue des pourparlers. Dans le cas du Tibet, la Chine exige du dalaï-lama l'abandon définitif de la revendication d'indépendance, et une reconnaissance formelle que le Tibet et Taïwan font partie de la Chine et que la RPC est le seul gouvernement légitime de la Chine.



(人道主義災難, *rendao zhuyi zainan*) pour décrire la politique tibétaine de Pékin... Mais à plus long terme, selon l'universitaire, il n'y a aucun doute : le véritable objectif du dalaï-lama reste l'indépendance.

En outre, comme dans tout conflit, chacun suspecte l'autre de tenter d'instrumentaliser le temps à son avantage. Depuis 1978, la stratégie chinoise de séduction du dalaï-lama en vue de mieux gouverner le Tibet n'a pas porté ses fruits. Elle n'a provoqué aucun changement de position des dirigeants tibétains, si ce n'est cet abandon formel de la revendication d'indépendance auquel la Chine ne croit pas. Dans ce contexte, l'allié principal de la Chine est le temps. La manière dont Pékin pose le problème montre en effet qu'il est logique que la Chine voie la disparition du dalaï-lama comme la meilleure façon de résoudre la question. C'est pour cette raison que la Chine a adopté en 2007 un nouveau règlement requérant l'accord du gouvernement avant toute décision de « ré-incarnation » : légalement, la Chine aura donc son mot à dire dans le choix du prochain dalaï-lama. De son côté, comme Lee Teng-hui en son temps, le dalaï-lama espère que le facteur temps jouera à terme en sa faveur et que la Chine se divisera en nombreux États indépendants.

La communication est également difficile entre les émissaires des deux camps pour une raison sociologique : les élites du gouvernement tibétain en exil ont été formées en Occident ; leurs valeurs sont celles qu'ils ont acquises au cours de leur éducation dans leurs pays d'accueil. Pour dialoguer avec des négociateurs chinois qui ont conquis leur position dans le parti à l'issue de luttes d'appareil nécessitant une culture stratégique proprement chinoise, il s'agit d'un obstacle particulièrement délicat.

Pour faciliter les pourparlers entre la Chine et le dalaï-lama, Wang Tzong-an estime que certains préalables sont nécessaires. Comme certains chercheurs chinois interrogés le lui ont confié, il est important pour la Chine de développer une véritable « *politique de réconciliation ethnique* » (民族和解政策, *minzu hejie zhengce*). Et ce, en s'inspirant des expériences étrangères (il cite les médiations internationales en Irlande du Nord et au Sri Lanka), mais aussi des pratiques de pouvoir de la Chine des dynas-

ties Yuan et Qing, dans laquelle une plus grande souplesse – en particulier à propos de liberté religieuse – dans les territoires occupés facilitait la stabilité. Surtout, Pékin doit changer sa mentalité à l'égard du Tibet, abandonner sa culture marxiste de l'exploitation systématique des contradictions et sa culture nationaliste inflexible sur toute question relative à la souveraineté. Pour sa part, le dalaï-lama devrait favoriser l'émergence d'une nouvelle génération d'élites politiques moins influencées par les valeurs occidentales et capables de mieux comprendre la culture politique chinoise. Il doit également présenter des demandes plus réalistes afin de favoriser l'obtention de résultats concrets pour la population tibétaine.

## ÉCONOMIE

Depuis le mois de mai, la Chine entière a les yeux tournés vers le Sichuan : la presse économique consacre une grande partie de ses papiers aux conséquences que pourrait avoir cette tragédie sur la croissance chinoise (voir les dernières couvertures de Caijing ou du Zhongguo jingji zhoukan).

Au grand bonheur des hommes politiques, la catastrophe a éclipsé un fléau qui risque de resurgir après les Jeux olympiques : l'inflation. L'augmentation des prix en Chine touche d'abord les denrées alimentaires, et plus particulièrement l'huile et le porc (+ 68 % en un an). Est également touché le charbon ; l'augmentation de son prix est de plus en plus difficilement absorbée par les entreprises productrices d'électricité, dont les tarifs sont gelés. Le prix du baril de pétrole constitue une autre menace.

Les autorités se sont montrées jusqu'à présent incapables de contrôler efficacement ce phénomène. Les résultats des mesures de la Banque centrale, du contrôle des prix, etc., restent décevants. Pis, les contrôles des prix (sur l'alimentation et l'énergie) peuvent parfois donner l'impression de mesures de dernier recours pour préserver une certaine stabilité économique avant les Jeux olympiques. Elles laissent présager le pire pour septembre 2008.

En définitive, les autorités semblent à l'heure actuelle confrontées à un vieux dilemme : comment concilier, d'une part, une libéralisation progressive des prix et, d'autre part, le maintien de prix des denrées alimentaires assez bas, et des services publics pour les plus défavorisés ?

De plus en plus d'économistes influents appellent à des mesures d'austérité monétaire, à la levée du contrôle des prix et souvent à la réévaluation du yuan. La plupart du temps, ils voient comme principale cause de l'inflation les déséquilibres macroéconomiques, liés à de trop fortes interventions du gouvernement et à un policy mix (la mise en œuvre d'un ensemble de politiques) inadapté. Ils ne sont pour l'instant pas écoutés, et il est peu probable qu'ils le soient prochainement, à moins d'une dégradation sans précédent de la situation économique qui acculerait les autorités à appliquer ces politiques. Pour l'instant, l'objectif de Pékin demeure avant tout la stabilité sociale. Il faut espérer que la situation se sera améliorée au lendemain des Jeux.

### 4. « À bas la France ! ». Chronique des mouvements antifrançais du printemps 2008

THIBAUD VOÏTA

Synthèse du mouvement antifrançais du printemps 2008 en Chine. Les références sont données en liens hypertextes en notes de bas de page. Deux liens ayant le même nom ne renvoient pas toujours à la même page.

Les incidents sur le parcours de la flamme olympique à Paris le 7 avril dernier, l'évocation d'un possible boycott de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques par le président Nicolas Sarkozy, l'attribution par Bertrand Delanoë de la citoyenneté d'honneur au dalaï-lama et au dissident chinois Hu Jia... autant d'événements qui ont donné naissance à une violente vague antifrançaise sur le web chinois. Cette vague antifrançaise a vu s'opposer au cours d'intenses débats une jeunesse nationaliste à des intellectuels plus modérés, cherchant à calmer les extrémismes. Elle constitue une bonne illustration des moyens de contrôle

des autorités, diffusant ou empêchant la diffusion de certaines informations. Cet article se veut un résumé d'une partie des points de vue parus sur le Web chinois, en particulier sur les forums de Sohu, Sina.com ou encore Tianya<sup>9</sup>. Etant donnée l'ampleur des débats, en aucun cas il n'a prétention à se faire le rapporteur exhaustif des points de vue sur le sujet.

Le passage mouvementé de la flamme olympique à Paris a été ressenti par les Chinois comme une attaque contre leur pays. Des photos ont été très largement diffusées sur les blogs et forums : celle de la jeune handicapée Jin Jing protégeant la flamme alors qu'elle est agressée par un homme portant le drapeau tibétain; celles des drapeaux de Reporter sans frontières (RSF) avec des menottes remplaçant les anneaux des JO, ou encore celles de Chinois vivant

9. La plupart d'entre eux ont été fermés depuis, il est donc possible que certains liens cités dans le présent article ne soit plus valide lors de sa parution. À noter que beaucoup d'articles ou interventions ont été repris de nombreuses fois sur divers blogs et forums.

en France et assistant outrés aux désordres du cortège.

La réaction immédiate des internautes chinois a été de se retourner contre les entreprises françaises présentes en Chine : une liste de multinationales à boycotter a par la suite circulé sur le Web<sup>10</sup>. Carrefour a été l'entreprise la plus exposée aux critiques (probablement car elle constitue la marque française la plus visible). Ces appels au boycott se sont répandus sur les forums, blogs, MSN, QQ (système de messagerie chinois) et SMS. Souvent un message ou des photos parus sur un site étaient par la suite repris et diffusés sur le Web chinois. Des sites anti-Carrefour, anti-RSF et anti-CNN ont fait leur apparition<sup>11</sup>. Par ailleurs, les internautes ont été appelés à s'identifier avec la photo d'un cœur rouge, symbolisant leur amour de la patrie. À noter également les positions antifrançaises du quotidien *Zhongguo xinwen zhoubao*, qui appelait lui aussi au boycott de Carrefour<sup>12</sup>. D'après l'agence de presse Xinhua, le 21 avril, on comptait déjà 600 000 internautes chinois affichant un cœur rouge sur MSN, et les SMS et forums sur le thème se multipliaient. D'autres avancent le chiffre de 3 000 forums sur QQ appelant au boycott. Un million d'étudiants se seraient mobilisés pour boycotter les produits français<sup>13</sup>.

Au fur et à mesure que les appels au boycott prenaient de l'ampleur, les intellectuels modérés ont commencé à réagir. En général, les opposants au mouvement anti-France faisaient valoir le fait qu'appeler au boycott consistait à se retourner contre soi-même. Avec la globalisation, les économies sont devenues interdépendantes : boycotter Carrefour reviendrait à boycotter les produits chinois vendus par l'entreprise française. Un chercheur de l'Académie des sciences sociales de Chine a également souligné que, si les Chinois voulaient boycotter Danone, alors ils pouvaient directement boycotter Wahaha, entreprise chinoise dont Danone

est le principal actionnaire<sup>14</sup>. L'un des premiers opposants au boycott a été Bai Yansong, personnalité de la télévision chinoise (CCTV), qui a rappelé que la flamme olympique n'appartenait pas à la Chine mais à la planète dans son ensemble<sup>15</sup>. Attaquer la flamme consiste donc, d'après lui, à attaquer la planète entière et non la Chine. D'autres intellectuels, telle par exemple Hu Shuli, rédactrice en chef de *Caijing*, ont pris position contre les débordements des appels au boycott. Selon eux, chacun est libre d'appeler au boycott, mais il est inadmissible qu'une minorité entrave la liberté de ceux qui ne veulent participer au boycott<sup>16</sup>.

Le Web s'est également fait l'écho des réactions des autorités françaises. De manière générale, les interventions et conférences de presse de l'ambassadeur Ladsous semblent avoir été appréciées, elles ont pour le moins été abondamment citées. Nicolas Sarkozy a en revanche été extrêmement critiqué. Sa lettre d'excuses et les visites de MM. Raffarin, Poncelet et Levitte ont été perçues par certains internautes comme une capacité du peuple chinois à faire plier la France, ce qui n'a fait qu'entraîner un regain de nationalisme et des appels à poursuivre les pressions. Enfin, plusieurs interventions ont fait l'éloge de Jean-Luc Mélenchon, suite à une interview dans laquelle il adoptait une position très critique envers le dalaï-lama<sup>17</sup>.

Le débat s'est poursuivi jusqu'à début mai, avec des échanges parfois violents entre les internautes anti et pro-boycott. Les derniers soubresauts du mouvement ont eu lieu pendant le week-end prolongé du 1<sup>er</sup> mai, notamment à l'occasion du 4 mai. Le parallèle était trop tentant : début mai, les internautes et la presse faisaient l'éloge d'une Chine fière d'elle, heureuse d'avoir fait plier la

10. Étaient citées : Carrefour, Auchan, L'Oréal, Danone, Schneider, Peugeot-Citroën, Louis Vuitton, Gucci, Chanel, Dior, France Télécom, Axa, BNP Paribas, Société générale, Saint-Gobain, Sanofi-Aventis. Parmi les nombreux sites ayant diffusé cette liste, voir par exemple :

[blog.sohu.com.cn](http://blog.sohu.com.cn) ; [blog.sina.com.cn](http://blog.sina.com.cn) ; [c123ong.blog.sohu.com](http://c123ong.blog.sohu.com) ; [blog.sina.com.cn](http://blog.sina.com.cn).

11. [anti-cnn.com](http://anti-cnn.com).

12. La couverture est éloquente : [cimg.163.com](http://cimg.163.com).

13. [it.tfol.com](http://it.tfol.com) ; [mnc.people.com.cn](http://mnc.people.com.cn).

14. Voir sur [new.21.cn](http://new.21.cn), [blog.sina.com.cn](http://blog.sina.com.cn), ainsi qu'un article du *Nanfang Dushibao* pour qui Carrefour étant une entreprise légalement implantée en Chine, le boycott n'a pas lieu d'être [ifeng.com](http://ifeng.com).

15. Voir par exemple le type de débat que ces déclarations ont généré : [cache.tianya.com.cn](http://cache.tianya.com.cn) ; [vip.bokee.com.cn](http://vip.bokee.com.cn).

16. [caijing.com.cn](http://caijing.com.cn).

17. Voir sur :

[xinhuanet.news.xinhuanet](http://xinhuanet.news.xinhuanet) ; [dailynews.dayoo.com](http://dailynews.dayoo.com) ; [022net.com](http://022net.com) ; [newsCCTV.com](http://newsCCTV.com) ;

[xmwnews365.com.cn](http://xmwnews365.com.cn) ; [022net.com.cn](http://022net.com.cn) ;

[news.sina.com.cn](http://news.sina.com.cn) ; [chinanews.com.cn](http://chinanews.com.cn) ;

[guanqha.gmw.cn](http://guanqha.gmw.cn) ; [info.tjcx.com](http://info.tjcx.com) ; [10jka.com.cn](http://10jka.com.cn) ;

[cqtoday.cqnews.net](http://cqtoday.cqnews.net) ; etc.

France, alors qu'en 1919 elle n'avait pu faire plier les puissances occidentales ou le Japon. Le ton s'est ainsi voulu souvent sarcastique, voire arrogant : « [On] nous menace de boycotter les JO ? Alors pourquoi ne répondrions-nous pas dent pour dent pour les effrayer un peu ? (si nous avons causé des dommages à Carrefour, nous présentons nos sincères excuses – quand le vent aura soufflé, nous achèterons énormément, énormément) Ha ! ha ! »<sup>18</sup>.

Quelles conclusions tirer de ces semaines d'intense activité antifrançaise sur le Web ? Ces mouvements prouvent la vitalité de la jeunesse nationaliste chinoise. Il semblerait que la plupart de ces internautes sont des étudiants, utilisant (et maîtrisant) le Web comme moyen d'expression. Cette jeunesse scrute la presse internationale, n'hésitant pas à citer allégrement les journaux français<sup>19</sup>. En outre, les internautes retournent contre la France (ou plus généralement contre l'Occident) les critiques généralement adressées à la Chine sur les médias ou la politique : la presse manipule le peuple en distillant un sentiment antichinois, et les Occidentaux cherchent à politiser les Jeux olympiques, ce qui finira par se retourner contre eux<sup>20</sup>. En réalité, ces mouvements traduiraient les craintes d'une Europe en déclin et dont la croissance est menacée par la Chine. Pour d'autres, il ne faut pas en vouloir au peuple français, qui n'est pas fondamentalement antichinois, mais simplement manipulé par la presse et gouverné par des incapables. Bien souvent, les internautes ont également eu tendance à adopter la rhétorique du choc des civilisations : la Chine – et l'esprit des Jeux olympiques – serait victime d'un Occident en déclin et oppresseur, et le fossé entre l'un et l'autre ne ferait que s'élargir<sup>21</sup>.

La Toile chinoise est-elle ainsi devenue un espace libre d'expression pour la jeunesse chinoise ? Le Web serait-il le seul endroit de liberté pour un nationalisme romantique chinois ? Certes, Internet a été le lieu de nombreux débats, souvent au premier abord sans entraves. Cependant, la position des organes de presse étatiques et les contrôles des autorités forcent au scepticisme. D'abord, la presse officielle : elle a cherché au maximum à ne pas s'impliquer, et, lorsqu'elle l'a fait, ce n'est qu'en retranscrivant des interventions d'intellectuels ou de blogueurs. C'est malgré tout elle qui aura eu le mot de la fin, à savoir que la Chine pouvait se féliciter du mouvement. La jeunesse chinoise a durant ces quelques semaines prouvé ses capacités de mobilisation et pu exprimer son amour de la nation. Certes, on a pu assister à des débordements, et il est désormais nécessaire de faire appel à un nationalisme « civilisé » (文明 *wenming*) et « pacifique » (热情 *reqing*)<sup>22</sup>. La censure et les contrôles restent étouffants : certaines internautes, prudents, utilisent des codes pour éviter d'être repérés par les moteurs de recherche (ces mots de codes sont des abréviations des termes chinois en alphabet latin : Carrefour : 家乐福, *JiaLeFu* devient JLF, boycott : 抵制, *DiZhi*, devient DZ, etc.). La plupart des blogs et forums de communautés chinoises de l'étranger, souvent plus violents que ceux du continent, sont restés bloqués à partir de Chine. Le gouvernement aurait par ailleurs bloqué le mot chinois « 家乐福 » (Carrefour) sur les moteurs de recherche<sup>23</sup>. Enfin, les informations sur le passage de la flamme au Japon (au moins aussi mouvementé qu'en France) ont été passées sous silence, probablement pour éviter de perturber la visite de Hu Jintao au Japon et le réchauffement des relations en-

---

18. Lu sur [xinhuanet.com](http://xinhuanet.com).

19. On a ainsi pu voir un internaute poster sur un forum de Tianya un article sur les financements de RSF tiré du *Figaro*, et appeler les francophones à le traduire. L'article, traduit de cette manière, a par la suite été largement diffusé sur la Toile et a paru dans la presse chinoise : [cache.tianya.com.cn](http://cache.tianya.com.cn).

Voir également :

[finance.sina.com.cn](http://finance.sina.com.cn) ; [chinanews.com.cn](http://chinanews.com.cn) ;

[xinhuanet.com](http://xinhuanet.com) [c123.blog.sohu.com](http://c123.blog.sohu.com) ;

[blog.sina.com.cn](http://blog.sina.com.cn).

20. [news.ccw.com.cn](http://news.ccw.com.cn) ; [qianlong.com](http://qianlong.com) ; [tianshan.net](http://tianshan.net) ;

[tianshanet.com/pn](http://tianshanet.com/pn) ; [pinglun.eastday.com](http://pinglun.eastday.com).

21. Voir notamment [phtv.ifeng.com](http://phtv.ifeng.com).

---

22. Voir par exemple le point de vue de Wu Jianmin, ancien ambassadeur en France pour qui les ennemis de la Chine cherchent à provoquer les comportements extrémistes : [modedu.com](http://modedu.com).

23. Curieusement, nous n'avons jamais eu à utiliser un *proxy* (outil permettant de contourner la censure) pour accéder aux résultats de recherche du mot *Carrefour* en chinois. Par ailleurs, sur la censure exercée sur Internet en Chine, on pourra se référer à l'article paru sous la signature anonyme de Mr. X, « China's Holistic Censorship Regime », *Far Eastern Economic Review*, vol. 171, n°4, mai 2008, p. 21-24.

tre les deux pays qui a suivi quelques jours plus tard<sup>24</sup>.

En conclusion, cette campagne antifrançaise du printemps 2008 aura permis à la jeunesse chinoise de manifester ses capacités de mobilisation, sa fierté nationale et sa vitalité. Malheureusement, cette jeunesse apparaît facilement manipulable. Elle constitue un moyen de pression international facilement utilisable par les autorités chinoises. Elle aura ainsi permis au gouvernement chinois d'obtenir des excuses des autorités françaises, au prix d'une implication politique minimale. Certes, les débordements restent un risque : mais la censure et les contrôles constituent un moyen qui a fait ses preuves pour mettre fin aux excès des nationalistes.

## 5. Hésitations face à l'inflation

PIERRE NORDMANN

D'après :

– Xu Guangjian, « L'Inflation récente en Chine : caractéristiques, causes, et réponse politique », *Zhongguo guoqing guoli*, 20 mai 2008.

– Nie Zhenbang, « Renforcer la régulation et le contrôle des aliments, et assurer la sécurité alimentaire en Chine », *Qiushi*, 16 mai 2008.

Alors que les retombées du tremblement de terre font craindre une recrudescence de l'inflation, les politiques mises en place depuis six mois par le gouvernement chinois pour contrôler le niveau des prix n'ont pas encore prouvé leur efficacité. En avril 2008, l'indice des prix à la consommation montrait une augmentation de 8,5 % en glissement annuel, bien au-delà des 4,8 % que le gouvernement s'était fixé comme objectif pour l'année 2008.

L'inflation des prix est due presque exclusivement aux produits alimentaires. Ces produits comptent pour un tiers de l'indice, et une partie d'entre eux ont connu une augmentation spectaculaire depuis l'été 2007 :

---

24. Les Chinois que nous connaissons n'ont eu aucun écho de ces incidents. Sur [qq.com](http://qq.com), un intervenant n'est pas dupe et comprend que la visite de Hu au Japon explique qu'il soit en ce moment interdit de critiquer le Japon.

en avril 2008, l'huile alimentaire était en augmentation de 47 % en glissement annuel, la viande de porc de 68 %. La montée soudaine du prix des huiles alimentaires est à attribuer au niveau des prix des matières premières correspondantes sur les marchés internationaux : la Chine est en effet dépendante de l'importation pour 70 % de ses besoins en huile de soja. Or la demande mondiale de soja est en forte augmentation, en raison de son utilisation croissante comme biocarburant. Le soja étant utilisé comme fourrage, le prix de la viande est également influencé par la hausse des prix du soja. Par ailleurs, l'offre de viande de porc en Chine a récemment subi plusieurs chocs, suite aux épizooties de 2007 et aux intempéries de l'hiver 2008 dans le sud de la Chine.

Sur le long terme, l'augmentation de la demande chinoise en huile et en viande de porc est une tendance de fond, liée au changement d'habitudes alimentaires : de 1978 à 2006, la consommation moyenne individuelle d'huile alimentaire a été multipliée par quatre<sup>25</sup>, et la consommation moyenne individuelle de viande de porc a doublé entre 1990 et 2006<sup>26</sup>. Le gouvernement chinois a pris plusieurs mesures pour contenir l'inflation des produits alimentaires. Après avoir gelé les prix des produits gérés par l'État, en septembre 2007, les autorités ont mis en place en janvier 2008 un dispositif de gel des prix de la plupart des denrées alimentaires<sup>27</sup> : les hausses de prix doivent être déclarées avant leur application aux autorités, qui peuvent les refuser. Pour encourager la production, les subventions accordées aux agriculteurs et aux éleveurs ont été augmentées : en mars 2008, dans le rapport d'activité du gouvernement, le Premier ministre Wen Jiabao a annoncé une enveloppe de 562,5 milliards de yuan pour le soutien de l'agriculture, des régions rurales et des paysans, soit une augmentation de 30 % par rapport à 2007.

---

25. Pan Xueqing, « La Crise des huiles alimentaires », *Zhongguo jingji zhouban*, 12 mai 2008.

26. Article non attribué, « Per Capita Pork Consumption Doubles in 16 Years », *Xinhua*, 17 septembre 2007.

27. Thibaud Voita, « Le Contrôle des prix ou les désarrois de la politique économique chinoise », *China Analysis*, n° 17, janvier-février 2008.

Plusieurs mécanismes de politique monétaire et de contrôle du crédit ont également été mis en œuvre pour limiter les liquidités et endiguer la hausse des prix. À la suite des six augmentations des taux d'intérêt de la Banque centrale et aux neuf augmentations du taux de réserve des banques commerciales, en 2007, le gouvernement a annoncé en décembre 2007 le changement de sa politique monétaire de « prudente » à « stricte ». Depuis, la Banque centrale et le régulateur du secteur bancaire ont fortement réduit la disponibilité du crédit : cinq nouvelles augmentations du taux de réserve ont été décidées, et des quotas de crédit ont directement été imposés aux banques. Du côté du taux de change, les autorités ont considérablement accéléré le rythme d'appréciation du yuan contre le dollar durant les premiers mois de l'année, dans le but de réduire le surplus commercial et l'afflux de liquidités qu'il engendre.

Selon Xu Guangjian, vice-directeur de l'école d'administration publique à l'université Renmin, la récente montée de l'inflation est principalement due à un déséquilibre global de l'offre et de la demande en Chine. Depuis 2003, la croissance de l'investissement a dépassé 24 % tous les ans. L'agrégat M2, qui mesure l'offre de monnaie et que certains économistes utilisent pour anticiper les risques d'inflation, a augmenté de 15 % ou plus chaque année entre 2003 à 2007. Pour cette raison, la réponse politique sur le long terme doit se situer au niveau macro-économique : c'est le niveau global des prix qui doit être contrôlé, et seulement de manière temporaire celui des prix des produits alimentaires. Comme les taux d'intérêt réels (taux d'intérêt corrigés de l'inflation) sont aujourd'hui négatifs, les épargnants chinois sont incités à investir leurs liquidités dans la Bourse ou l'immobilier plutôt qu'à les placer sur des comptes bancaires faiblement rémunérés. Xu Guangjian préconise donc une hausse des taux d'intérêt.

Par ailleurs, Xu Guangjian se désole de la politique budgétaire expansionniste du gouvernement. Alors que la politique budgétaire devrait selon lui accompagner l'austérité de la politique monétaire, de nouvelles dépenses ont été annoncées pour les fonds de retraite, l'éducation, et la santé. La politique fiscale ne va pas non plus dans la bonne

direction : depuis janvier 2008, le taux de l'impôt sur les sociétés à capitaux chinois a diminué de 33 % à 25 %. Et la réforme de la TVA, actuellement en expérimentation dans le Nord-Est, modifiera l'imposition des entreprises, qui pourront à l'avenir se voir rembourser la TVA sur leurs achats d'immobilisations.

Pour Nie Zhenbang, directeur de l'Administration d'État des céréales (State Grain Administration), organisme placé sous l'autorité de la Commission nationale pour le développement et la réforme (National Development and Reform Commission, NDRC), la situation de la production agricole nécessite au contraire une réponse politique spécifique sur le long terme. Les bonnes récoltes de riz et de blé au cours des quatre dernières années dissimulent en réalité les problèmes structurels de l'agriculture en Chine : les ressources moyennes en eau douce par individu sont quatre fois inférieures à la moyenne mondiale, la superficie moyenne de terres cultivables par individu trois fois inférieure, et les terres cultivables sont en diminution<sup>28</sup>. D'autre part, l'augmentation des rendements des terres est de plus en plus difficile.

Pour garantir une offre suffisante et stabiliser les prix des céréales et des huiles de manière durable, Nie Zhenbang recommande d'encourager l'augmentation des plantations de céréales. Le système de subvention des producteurs mis en place depuis 2004 doit être amélioré et soutenir la production des composants d'huiles alimentaires : soja dans le Nord-Est, arachide dans les vallées des fleuves Jaune, Huai et Hai, colza dans les bassins du Yangtsé et thé dans les régions montagneuses du sud de la Chine. Nie Zhenbang préconise également de contrôler strictement l'exportation de céréales et leur utilisation dans l'industrie.

Au niveau local, la production céréalière en Chine présente de grandes disparités entre les régions. Parmi les provinces et municipalités de Chine, Nie Zhenbang identifie treize régions en excédent, onze régions autosuffisantes et sept en déficit. Or les régions en déficit ont vu leur dépendance s'aggraver en 2007. Nie Zhenbang insiste donc sur le ren-

---

28. Chen Gong *et al.*, « L'urbanisation non contrôlée est la cause fondamentale de l'inflation récente », *Nanfang zhoumo*, 15 mai 2008.

forcement des systèmes de réserve de céréales et d'huile et sur l'amélioration des capacités de transfert de réserves entre les régions. Enfin, le contrôle des prix est un élément important des recommandations de Nie Zhenbang : l'État doit continuer à garantir aux paysans un prix d'achat minimum pour les principales céréales.

On aura reconnu dans cette politique de subventions que préconisent les recommandations de Nie Zhenbang l'un des objectifs majeurs du 11<sup>e</sup> plan quinquennal (2006-2010), à savoir l'édification des nouvelles campagnes socialistes. Selon les termes de Wen Jiabao, les villes doivent soutenir les campagnes, et l'industrie doit soutenir l'agriculture. C'est dans ce contexte plus global qu'il est nécessaire de replacer la politique de contrôle des prix des produits alimentaires. Sur le long terme, il semble donc très peu probable que, comme préconisé par Xu Guangjian, le gouvernement chinois ne se repose que sur un contrôle global des prix pour contenir l'inflation.

## 6. Tensions sur les tarifs de l'électricité

THIBAUD VOÏTA

D'après :  
– Li Qiyao, « Les Prix de l'électricité sous la pression de l'inflation », *Caijing*, 9 juin 2008, p. 48-50.

Depuis quelques mois, les prix du charbon augmentent dangereusement en Chine. La première semaine de juin, la tonne de charbon au port de Qinhuangdao (l'un des principaux ports d'approvisionnement en charbon) avait atteint 800 yuans. Cette augmentation se répercute directement sur les entreprises de production d'électricité, qui, elles, n'ont pas augmenté leurs tarifs et peinent donc à se fournir en combustible. D'après les statistiques de la State Electricity Regulatory Commission (Serc) publiées le 30 mai, les usines de production d'électricité par combustion du charbon à capacité supérieure à 100 mégawatts ne disposaient dans leurs réserves que de 43,81 millions de tonnes de charbon. Les provinces du Hebei, de l'Anhui, du Hunan et de Hainan disposent de moins de sept jours de charbon en réserve. Avec ses réserves actuelles, la Chine ne dispose en moyenne que de onze jours

d'électricité au niveau national. Fin mai, on comptait en tout 35 installations productrices d'électricité ayant dû stopper leurs activités en raison de la pénurie de charbon, ce qui représente un manque d'énergie disponible de 6,08 gigawatts. Le 3 juin, six nouvelles installations avaient suspendu leurs activités.

Aucune entreprise n'est épargnée : déjà, fin avril, les pertes cumulées des cinq plus grands groupes d'électricité chinois s'élevaient à 5 milliards de yuans. En conséquence, les banques ont décidé de réduire ou de stopper les prêts aux entreprises d'électricité. Une partie du secteur commence à s'inquiéter de la manière dont elle va pouvoir financer ses investissements. Un responsable du groupe Huadian estime que « *si cela continue de la sorte, nous allons à nouveau nous retrouver confrontés à des pénuries d'électricité* ». Cette pénurie de charbon serait due à une restructuration des petits acteurs du secteur. D'après la Commission nationale du développement et de la réforme (National Development and Reform Commission, NDRC) – et *Caijing* –, les petites mines locales ont toutes procédé à des restructurations de leur production pour des raisons de sûreté avant les Jeux olympiques. Il semblerait qu'il s'agisse en réalité d'une campagne de fermeture des petites mines illégalement ouvertes par les gouvernements locaux. Par exemple, depuis le 26 décembre 2007, à Datong, l'un des principaux lieux de production de charbon de la province du Shanxi, 80 % des petites mines ont arrêté leur production de charbon pour effectuer une restructuration. Les petites usines représentent la moitié de la production d'électricité du Shanxi : leur fermeture a, d'après *Caijing*, nettement réduit l'offre. La NDRC nie cependant que ces fermetures puissent avoir une conséquence sur l'augmentation des prix du charbon<sup>29</sup>.

La logique voudrait que l'augmentation des prix du charbon se répercute sur les prix de l'électricité. C'est ainsi que devrait normalement fonctionner le secteur : depuis une directive de la NDRC datant de 2005, les prix du charbon et de l'électricité sont liés par le système dit du « *meidianjia liandong* » (煤电价联动, liens des prix du charbon et de

29. Wang Lan, « Power Companies Struggle with Shrinking Profits », *China Daily*, 9 juin 2008.

l'électricité). Ce système doit permettre aux entreprises d'électricité d'augmenter leurs tarifs en fonction des variations du prix du charbon. Ce principe veut que 70 % de l'augmentation du prix du charbon se répercute sur les tarifs de l'électricité, les 30 % restants étant assumés par l'entreprise. En trois ans, le prix du charbon a augmenté de 10 %, mais la politique du lien entre les prix n'a été appliquée qu'à deux reprises : en mai 2005, à la suite d'une augmentation du prix du charbon de 5 %, les tarifs de l'électricité ont augmenté de 25,2 yuans/MW (yuan par mégawatt). Puis, le 30 juin 2006, certains distributeurs ont à nouveau fait grimper les prix de 9 yuans/MW.

Certes, les autorités cherchent à réagir face à ces risques de pénurie d'électricité, mais pour l'instant elles ont été impuissantes à décider des mesures appropriées. En avril dernier, la NDRC a discuté de l'augmentation des prix du charbon lors d'une réunion à laquelle la Serc a participé. Il a été décidé de geler le lien entre les prix du charbon et de l'électricité, afin de ne pas nuire aux mesures de contrôles des prix du pétrole et de l'alimentation. La NDRC aurait également discuté de subventions possibles pour soutenir les entreprises productrices d'électricité. Ainsi, le ministère des Finances a publié en mai dernier un rapport sur les pertes des cinq grandes entreprises d'électricité. Mais, de l'avis des spécialistes, il sera quasi impossible de mettre en place des soutiens financiers équitables, étant donné le nombre d'acteurs concernés. En outre, la NDRC a également organisé de nombreuses réunions avec le ministère des Finances, le ministère des Chemins de fer et les entreprises d'électricité. D'après *Caijing*, de nombreuses propositions ont pour l'instant été avancées : augmentation de la production de charbon, intervention sur les prix du charbon, augmentation du prix de l'électricité, subventions, exemptions fiscales pour les entreprises productrices d'électricité, mesures visant le gel du *meidianjia liandong*. Ces réunions n'avaient, à l'heure de la rédaction de cet article, abouti à aucune mesure concrète. À la fin des délibérations, la NDRC devra soumettre des conclusions et propositions au gouvernement, qui décidera alors d'appliquer ou non les mesures préconisées.

Pour l'instant les mesures restent donc très ciblées. La NDRC a diffusé des directives appelant les grosses et moyennes entreprises de charbon du Shanxi, du Sichuan et de Mongolie intérieure à augmenter leur production et à accélérer les réformes des petites entreprises pour qu'elles reprennent leur production au plus vite. En parallèle, la NDRC a chargé ses représentations locales de se lancer dans des enquêtes sur les prix du charbon, avec pour objectif de supprimer toutes sortes d'intermédiaires et de dépenses irrationnelles dans le secteur du charbon. Il s'agit de sanctionner sévèrement l'utilisation de charbon frelaté, les augmentations arbitraires de prix. Certains gouvernements locaux ont d'ores et déjà pris des mesures de contrôle. Le Shandong en fait partie : le gouvernement de la province a planifié la demande et l'offre pour les trois prochains mois : chaque mois, la production devra augmenter de 2,56 millions, et chaque tonne de charbon destiné à produire de l'électricité descendra à 10 yuans en juin. Le Shandong a également mis en place des politiques interventionnistes : les augmentations du prix du charbon servant à produire l'électricité sont désormais soumises à contrôle.

À l'échelle nationale, la mise en place de contrôles reste problématique. Le secteur est extrêmement éclaté : les deux mastodontes étatiques Shenhua et China Coal ne représentent qu'environ 20 % de la production totale du pays. *Caijing* cite par ailleurs un spécialiste du secteur qui trouve ces mesures de contrôle des prix contre-productives : le secteur du charbon étant en voie de libéralisation, il ne faut pas appliquer de contrôle sur les prix. Cet avis n'est cependant pas partagé par tous, en tous cas pas par un cadre de la NDRC dont l'identité n'est pas mentionnée : « *Qu'est-ce qu'une libéralisation ? Une libéralisation n'a lieu que quand on se met à appliquer des contrats. Depuis quand les entreprises de charbon appliquent-elles des contrats ?* » Et *Caijing* de citer d'autres experts, pour chercher à savoir si les problèmes actuels sont dus à la restructuration du secteur... ou au manque de libéralisation du secteur ?

Il semblerait que les autorités souffrent d'un excès d'intervention dans l'économie : la suppression des petites mines ouvertes illégalement par les gouvernements locaux est



nécessaire depuis longtemps : il est triste que seule la perspective des Jeux olympiques ait motivé des mesures en ce sens. Mesures qui ont visiblement manqué de préparation. L'actuelle menace de pénurie d'électricité renvoie au problème de la tarification de l'électricité et plus généralement à celui des services publics. D'où le dilemme pour les autorités : donner plus de liberté aux mécanismes de marché afin de donner plus de marges aux entreprises dans leurs profits et investissements... ou maintenir un contrôle strict afin de ne pas priver les populations les plus défavorisées de ces biens publics.

## AFFAIRES DIPLOMATIQUES ET STRATÉGIQUES

*L'implication de la Chine dans le maintien de la sécurité internationale est récent, timide, peut-être même fragile. De spectateur avide d'informations pendant la première guerre du Golfe, la Chine est devenue un partenaire recherché pour dénouer de nombreux dossiers. Sa participation constructive sur le Soudan ou l'Iran a parfois été saluée, malgré quelques réserves. Mais ses contributions au maintien de l'ordre international ne sont-elles motivées que par un souci d'acquiescer une image de respectabilité ? La question se décline sur plusieurs gammes, selon les dossiers. Sur le front africain, l'idée que les attaques contre la Chine pourraient cesser si elle communiquait mieux fait son chemin dans les cercles de réflexion stratégique à Pékin. De même, si elle participe à certains des efforts de la communauté internationale contre la prolifération nucléaire, les textes réunis montrent que de nombreux experts n'attachent que peu d'importance aux implications de la prolifération pour la sécurité internationale. L'acquisition d'armes nucléaires apparaît légitime aux yeux des analystes sélectionnés. Ce qui ne signifie pas que la Chine l'encourage. Mais plutôt que son soutien à la non-prolifération repose sur d'autres calculs. Et que la Chine préférerait sans doute jouer un rôle de spectateur attentif, jusqu'au moment où les évolutions du système international lui ouvrent de nouvelles opportunités pour avancer certains de ses intérêts nationaux.*

### 7. La non-prolifération, un problème pour Washington, une opportunité pour Pékin ?

MATHIEU DUCHATEL

D'après :

– Peng Xiao, compte rendu de la troisième édition du Forum des experts, « Prolifération nucléaire et sécurité internationale », organisé par le centre de recherche sur la politique internationale de l'Institut des langues étrangères de l'Armée populaire de libération et l'Académie des sciences sociales de Chine, à Pékin, le 16 octobre 2007 ; *Shijie jingji yu zhengzhi*, n°1, mars 2008, p. 78-80.

Le colloque qui s'est tenu en octobre 2007 à Pékin a permis à plusieurs experts de l'Académie des sciences sociales de Chine (CASS), l'Université nationale de la défense (NDU), l'Institut chinois pour les relations internationales contemporaines (CICIR), l'université Fudan et l'Institut des langues étrangères de l'Armée populaire de libération (APL) de débattre de la prolifération nucléaire, de la politique américaine de non-prolifération et des intérêts chinois en jeu. Le compte rendu de ce colloque dégage certaines lignes de force relatives aux perceptions, par les experts chinois, de la prolifération nucléaire. L'on y décèle une tendance à l'analyse marxiste, dans laquelle la prolifération est perçue comme une nécessité historique et une forme de justice qui égalise les relations internationales. La prolifération est clairement perçue comme un problème américain, que la politique de l'administration

Bush a exacerbé. La Chine se sent peu menacée. Pour sa sécurité, la non-prolifération n'est pas une priorité. Il apparaît pourtant que la lutte contre la prolifération constitue une opportunité stratégique pour la Chine, lui permettant de faire avancer certains de ses intérêts diplomatiques, au premier plan desquels son image internationale et ses relations avec Washington.

Wang Yizhou (directeur de recherche à la CASS) estime qu'une aggravation de la prolifération nucléaire est inévitable à court terme. Les facteurs favorables à cette prolifération sont nombreux. Les obstacles scientifiques, industriels et financiers à l'acquisition de technologies nucléaires s'estompent avec le temps. En outre, l'injustice de l'ordre international reste un facteur incitatif majeur à l'acquisition de l'arme atomique. Le comportement des États proliférateurs est ainsi parfaitement rationalisable. Il résulte de lois internes au fonctionnement du système international : les contradictions qui traversent celui-ci (les écarts de puissance entre États), les effets dominos qui amplifient les risques en semblant récompenser les États proliférateurs. Le général Pan Zhenqiang (NDU) abonde dans ce sens. C'est pour lui une « règle » de la nature (规律, *guilü*) que chaque technologie finisse par « proliférer ». Il ajoute pourtant un argument intéressant. Pour lui, les conventions sur l'interdiction des armes chimiques<sup>30</sup> et celle des armes biologiques<sup>31</sup>

30. La convention sur l'interdiction des armes chimiques a été signée en 1993 et est entrée en vigueur en 1997. 178 États l'ont signée, dont la Chine

sont plus efficaces que le Traité de non-prolifération (TNP). Le TNP a certes permis de contenir la prolifération nucléaire ; son système reste relativement solide. Mais il souffre d'un déficit de légitimité dans de nombreux pays en voie de développement. Signe d'une tendance en Chine à percevoir l'acquisition d'armes atomiques, à la portée stratégique incomparable, comme plus légitime que le développement d'armes chimiques et biologiques.

Or, selon le général Pan, le régime de non-prolifération est à un tournant. Si les problèmes en Corée du Nord et en Iran peuvent être contenus – et non résolus, le choix du terme est intéressant –, le TNP pourrait être durablement consolidé – et un changement d'administration aux États-Unis, début 2009, présagerait d'une évolution positive dans ce sens. Dans le cas contraire, le traité dans sa forme actuelle serait profondément remis en question. Les participants se montrent dubitatifs sur la pertinence des sanctions pour régler les questions de l'Iran et de la Corée du Nord. Shen Dingli (université Fudan) soutient que ces sanctions ne peuvent atteindre leur but que si la menace d'une guerre comme point culminant de celles-ci est crédible, ou si elles heurtent les intérêts vitaux de l'État ciblé. De son point de vue, ce n'est à l'évidence le cas ni dans la péninsule coréenne ni en Iran.

Yang Mingjie (CICIR) évoque l'ambiguïté de la définition des « acteurs non étatiques » adoptée dans la résolution 1540 du Conseil de sécurité de l'ONU<sup>32</sup>. Selon lui, cette ambiguïté dote chaque État d'une marge de manœuvre pour proliférer au profit d'acteurs non étatiques. Dans ce contexte, la principale source de prolifération reste en Occident, qui possède les technologies. En

même temps, le pouvoir de mobilisation de la communauté internationale se trouve entièrement dans les mains des États-Unis. Certaines entreprises et individus chinois sont la cible de cet effort américain, constate-t-il. Les moyens des acteurs non étatiques contre les États sont gradués. Le risque d'une attaque au moyen d'une bombe atomique est certes faible, mais, en revanche, une action terroriste employant une bombe sale n'est pas à exclure.

Wang Yizhou considère l'injustice des géométries variables de la politique de non-prolifération américaine. Tout d'abord, l'armée américaine ne cesse d'accroître sa supériorité en matière de nucléaire militaire sur l'ensemble des États de la planète. À l'égard de ses alliés ou de ses alliés potentiels – l'Inde, Israël –, les États-Unis « *gardent un œil fermé et l'autre ouvert* » (睁一只眼闭一只眼, *zheng yi zhi yan bi yi zhi yan*). Cette politique favorise directement la prolifération. À l'égard des États jugés hostiles, Washington ne s'embarrasse pas du droit international. Il accepte d'entrer en conflit avec ses propres alliés et défie l'autorité des Nations unies malgré de nombreux effets contreproductifs. Wang Yizhou sous-entend donc que la « *grande stratégie* » américaine est la cause principale de la prolifération nucléaire.

Xu Jia (Institut des langues étrangères de l'APL) propose une analyse originale des ressorts de la stratégie de non-prolifération américaine – et de ses aveuglements ! Primo, la supériorité écrasante de ses capacités de renseignement permet à Washington de détecter la majorité des activités suspectes à la surface du globe, en temps réel. Secundo, une forme de pensée unique sur la question, qui unit tous les acteurs concernés au sein de l'administration et de la bureaucratie des États-Unis. Elle repose sur une série d'arguments intériorisés par l'ensemble des acteurs américains impliqués dans la lutte contre la prolifération, et jamais remis en question – une forme d'idéologie, pourrait-on interpréter : les États démocratiques ne développeront pas d'armes nucléaires, les dictatures sont toutes tentées d'en développer, etc. Or, c'est de la tension entre ces deux facteurs que naît le risque de « *misperception* » (« perception faussée ») à l'égard de la prolifération. La communauté de renseignement américaine, dominée in-

---

dès 1993. Le Parlement chinois l'a ratifiée en 1996. Le Pentagone suspecte pourtant Pékin de poursuivre un programme secret d'armes chimiques. Voir Office of the Secretary of Defense, *Proliferation : Threat and Response*, janvier 2001.

31. La convention sur l'interdiction des armes biologiques a été signée en 1972 et est entrée en vigueur en 1975. La Chine y a adhéré en 1984. Les incertitudes sur un éventuel programme chinois d'armes biologiques n'ont toujours pas été levées.

32. La résolution 1540 a été adoptée le 28 avril 2004. Sa définition d'un acteur non étatique est la suivante : « *Personne ou entité qui, n'agissant pas sous l'autorité légale d'un État, mène des activités tombant sous le coup de la présente résolution.* »

telle que, intellectuellement par ce discours créé par les politiques et non par les techniciens, est donc pétrie de préjugés (先入为主, *xianru weizhu*). Son approche de la prolifération ne reflète que son idiosyncrasie, et non la réalité (镜像思维, *jingxiang siwei*).

Li Bin se lance dans une diatribe contre l'Amérique, en soulignant – avec une définition exagérée du concept qui lui permet de l'amalgamer avec l'équilibre des forces stratégiques sino-américaines – qu'une partie essentielle de la politique de non-prolifération américaine vise la Chine. Il note que la Chine fait partie des cibles américaines potentielles pour une attaque nucléaire, en particulier en cas de conflit avec Taïwan<sup>33</sup>. Le Pentagone ne cesse d'étudier de nouvelles cibles sur le territoire chinois pour un bombardement atomique. Une telle attitude équivaut à une remise en cause constante du « *tabou nucléaire* » (核禁忌, *he jinji*). Sur le plan technique, l'on assiste au déplacement vers l'est des vecteurs américains de projection de la puissance nucléaire, avec le stationnement à Guam de sous-marins et de bombardiers stratégiques. De plus, la construction par Washington d'un système de défense antimissiles vise les capacités de dissuasion de la seconde artillerie. Car si les États-Unis détruisaient au cours d'une première frappe l'essentiel des missiles nucléaires chinois, leurs défenses antimissiles auraient d'autant plus de chance d'intercepter en vol la réplique chinoise, annulant ainsi la capacité de frappe en second de l'APL. D'autant que les États-Unis installent des radars dans l'espace, un domaine de grande préoccupation pour l'APL.

Le général Pan estime que la Chine et l'Occident ont à propos de la non-prolifération un ensemble de points de vue et de positions convergentes, mais aussi de très profondes divergences. Pour Pékin aussi, la prolifération nucléaire est un problème de sécurité. Mais au contraire des États-Unis, il ne s'agit pas du cœur de sa sécurité nationale. Cet écart de perception est une source de conflit potentiel. Non seulement dans les relations sino-américaines, mais aussi dans les relations de la Chine avec l'ensemble des États concernés, que ce soit des pays en voie de développement ou des

pays industrialisés. En outre, il y a là un potentiel déstabilisateur pour la sécurité régionale en Asie. L'on pense à la Prolifération Security Initiative, que la Chine et la Corée du Sud n'ont pas rejointe, au contraire de la majorité des États de la région. Le ton est donné. Pour la Chine, le point essentiel n'est pas la non-prolifération en soi, mais tous les problèmes annexes qu'elle soulève sur la position de la Chine dans le système international.

Selon le général Pan, le nucléaire est certes un instrument de la domination occidentale sur les pays en voie de développement, ce qui apporte une justification morale à une prolifération émancipatrice pour des États dominés. Néanmoins, la Chine doit établir des distinctions dans sa perception des politiques nucléaires des pays en développement. Chaque situation est particulière. Certains États ont pour ambition l'hégémonie régionale, d'autres remettent en question le droit international. Dans ces conditions, la politique occidentale de non-prolifération n'est pas entièrement néfaste à la stabilité internationale, même s'il serait préférable que cette dernière repose sur la justice et l'égalité. Or la Chine se trouve à la croisée des chemins. Pays en développement, elle est également une puissance nucléaire. Elle a donc des intérêts complexes, en apparence contradictoires : protéger sa supériorité d'État nucléaire, et défendre la notion de justice internationale. Cela suppose une vivacité stratégique de chaque instant, pour adopter des positions au cas par cas au fur et à mesure que les dossiers internationaux émergent.

Cette approche originale peut permettre à la Chine, comme le suggère le général Yang Yi (NDU, directeur du département d'études stratégiques), de percevoir la lutte contre la prolifération comme une opportunité pour faire avancer ses intérêts stratégiques. Elle doit la percevoir non seulement comme un moyen de renforcer sa sécurité nationale, mais aussi comme un outil pour « *construire un monde harmonieux* », selon les directives de Hu Jintao. En pratique, cela revient à inclure des considérations pour la non-prolifération dans sa politique extérieure, dans son contrôle des exportations et dans sa perception de la sécurité internationale.

---

33. Depuis la *Nuclear Posture Review*, présentée par le Pentagone au Congrès le 8 janvier 2002.

## 8. Le problème nucléaire iranien ou le « ver dans le fruit »

VALERIE DEMEURE-VALLEE

D'après :

- Tian Wenlin, « Explications des aspects stratégiques concernant la crise nucléaire iranienne », *Xiandai guoji guanxi*, n°10, 2007.
- Tian Wenlin, « Que nous dit le problème nucléaire iranien ? », *Shijie zhishi*, 4 mars 2008.

La découverte en 2002 du vaste projet iranien d'enrichissement d'uranium de Natanz a provoqué une grave crise internationale, qui cristallise depuis les tensions entre l'Iran et les États-Unis et divise la communauté internationale. Soucieuse de maintenir un partenariat pragmatique avec l'Iran, la Chine n'en a pas moins voté les trois résolutions de l'ONU<sup>34</sup> imposant des sanctions à Téhéran, après avoir cependant déployé toute son influence auprès des autres membres du Conseil de sécurité pour amoindrir leur portée<sup>35</sup>. Dans ses articles, Tian Wenlin, chercheur à l'Institut de recherche sur les relations internationales contemporaines et spécialiste du Moyen-Orient, nous livre une vision de la crise iranienne dont la pierre angulaire est une rhétorique fortement anti-américaine. Selon son analyse, le conflit est essentiellement bilatéral. Il oppose Téhéran et Washington et constitue avant tout un conflit de puissances entre une superpuissance en déclin, les États-Unis, dont les vellétés hégémoniques expliqueraient un recours disproportionné à la force, notamment au Moyen-Orient, et l'Iran, seule puissance régionale, qui par son intransigeance et l'affirmation de son indépendance contrarie des ambitions américaines excessives. L'approche de Tian Wenlin fait endosser à la Chine le rôle de simple pays spectateur, et non celui d'une grande puissance impliquée dans les problèmes de sécurité internationale qui pose la question d'une remise en cause du système de non-prolifération actuellement en vigueur.

34. Il s'agit des résolutions 1737 (23 décembre 2006), 1747 (24 mars 2007) et 1803 (3 mars 2008).

35. Voir Wang Guangya, « La nouvelle résolution de l'ONU vise à réactiver les efforts diplomatiques sur l'Iran », in : <http://www.fmprc.gov.cn/ce/cech/fra/xwss/t412205.htm>

Selon Tian Wenlin, la crise nucléaire iranienne est donc un exemple type des crises de l'après guerre froide. Dénonçant « *le microcosme stratégique de l'ordre mondial et régional* » façonné par les États-Unis après la chute de l'URSS, l'auteur interprète la résistance de l'Iran sur la question de l'enrichissement d'uranium comme un refus de se soumettre à l'application des théories de Zbigniew Brzezinski<sup>36</sup>, selon lesquelles les États-Unis doivent impérativement maintenir et développer leur hégémonie pour assurer la stabilité mondiale. Selon ce schéma, toute puissance concurrente est dès lors considérée par la superpuissance américaine comme une menace pour la stabilité mondiale. Ainsi, les États-Unis cherchaient à dominer l'Iran, dont l'influence ne cesse de croître au Moyen-Orient, dans le but unique de maintenir leur suprématie sur la scène internationale et d'assurer l'existence d'un monde unipolaire.

M. Tian estime que les vellétés hégémoniques de la puissance américaine ne sont pas seulement d'ordre politique. Il interprète les raisons de la crise actuelle comme le reflet d'une opposition entre l'Iran et les États-Unis marquée par des considérations énergétiques, économiques et militaires. Le problème de la prolifération semble annexe dans le raisonnement du chercheur : le développement de l'arme atomique par l'Iran, qui ne fait pour lui aucun doute, est rationalisé ; l'Iran cherche simplement à se défendre contre la tentation hégémonique des Américains dans la région. La politique américaine au Moyen-Orient est présentée comme étant principalement guidée par la question de l'énergie. Le pétrole serait le nerf de la guerre et la motivation première des interventions américaines en Afghanistan et en Irak, voisins de l'Iran. M. Tian considère que, dans le contexte actuel d'enlisement de l'armée américaine en Irak, la proximité des liens entre le parti chiite irakien et le pouvoir iranien constitue à terme un risque de menace pour les intérêts énergétiques américains dans la région. Sur le plan économique, l'Iran a piqué au vif les États-Unis en tentant de mettre fin à la suprématie du dollar. Ainsi, en 2006, les autorités iraniennes ont décidé d'utiliser l'euro comme monnaie

36. Sur ces théories, voir Zbigniew Brzezinski, *Le Grand Échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Bayard, 1997 ; et *Le Vrai Choix. L'Amérique et le reste du monde*, éditions Odile Jacob, 2004.

d'échange pour les transactions commerciales de l'Iran avec l'étranger, notamment pour le commerce du pétrole. Une décision interprétée comme une tentative de mettre fin à la suprématie du dollar, unique monnaie d'échange avec les pays de l'Opep depuis le choc pétrolier de 1973.

Mais la rhétorique anti-américaine de M. Tian va encore plus loin. Pour lui, les ambitions dominatrices des États-Unis en matière politique, énergétique et économique ne reposeraient que sur leur suprématie militaire et leur intimidation par la force. Aussi voit-il dans le programme d'enrichissement nucléaire iranien et le renforcement de son arsenal militaire une simple volonté de ne pas se laisser vassaliser par Washington. Et dans l'hypothèse d'un affrontement entre Téhéran et Washington, il envisage une possible victoire de l'Iran. Selon lui, la stratégie des États-Unis consistant à « *opprimer les faibles et craindre les forts* » pourrait les « *mener à leur propre perte* » (自取灭亡, *ziqu miawang*). Il parie donc sur un possible retournement des rapports de force et considère que la « *question nucléaire* » actuelle, autrement dit la possession à terme par l'Iran d'armes nucléaires (dont l'auteur ne semble pas douter), pourrait impliquer « *l'effondrement d'une puissance et l'avènement d'une autre* » (双方的此消彼长, *shuangfang de cixiao bichang*), du moins dans la région.

Pour appuyer ce raisonnement de déclin de la superpuissance américaine, M. Tian souligne les erreurs stratégiques de Washington dans sa politique au Moyen-Orient et le déclin de ses capacités. L'enlisement américain dans le borbier irakien, la dégradation de la situation en Afghanistan et le renforcement des positions politiques du Hezbollah au Liban après la guerre de l'été 2006<sup>37</sup> ont mis à mal son leadership. Téhéran a su profiter de cette situation et a adopté une attitude intransigente sur le dossier nucléaire, en se posant comme une puissance régionale capable de rivaliser avec l'ennemi américain et de porter atteinte à tous ses intérêts dans la région : la sécurité d'Israël, la prévention contre la prolifération, la prévention de l'ascension d'une puissance régionale ennemie, un approvisionnement

37. Voir Mohammad-Reza Djilili, « L'Iran sur la scène internationale », *Questions internationales*, n°25, mai-juin 2007, p. 34.

stable en pétrole, et l'utilisation du dollar comme monnaie d'échange.

Les échecs successifs des tentatives de règlement du dossier nucléaire iranien marqueraient eux aussi un signe d'affaiblissement de la puissance américaine. Qu'il s'agisse des tentatives américaines de dissuasion militaire, des pourparlers diplomatiques menés par les Européens<sup>38</sup> puis par les Américains ou de l'impact relatif des sanctions prises par le Conseil de sécurité de l'ONU, et des divisions qu'elles ont suscitées<sup>39</sup>, l'Iran est venu à bout des efforts déployés par les États-Unis pour les faire céder sur la question de l'enrichissement d'uranium. Téhéran apparaît donc aux yeux des Chinois comme le « *ver dans le fruit* » (心脏大患, *xinzang dahuan*) de la politique américaine au Moyen-Orient. À l'inverse, les États-Unis ont été pris à leur propre piège en essayant d'asseoir leur hégémonie dans cette région et ont surévalué leurs capacités.

L'auteur souligne l'intelligence de la stratégie de l'Iran face aux États-Unis dans ce dossier. Il loue la fermeté de la position iranienne, son courage et sa préparation à un éventuel affrontement militaire avec les Américains, qui feraient mieux de se méfier et d'arborer des intentions pacifiques. La paix lui semble cependant préférable au recours à la force. Guidé par des considérations pragmatiques, M. Tian ajoute en effet que le dossier nucléaire iranien constitue une menace pour les intérêts chinois en Iran, notamment énergétiques et militaires<sup>40</sup>. Malgré tout, il estime que la crise iranienne prouve qu'un niveau d'armement conséquent est nécessaire pour assurer l'existence et le développement d'un pays.

Le texte est révélateur d'une approche typique, par de nombreux observateurs chinois, des relations internationales. Il révèle une vision du dossier nucléaire iranien à la fois pragmatique et profondément ancrée dans les théories du réalisme structurel, qui l'amène à percevoir la question essentielle-

38. Georges Le Guelte, « Le Défi nucléaire », *Questions internationales*, n°25, mai-juin 2007, p. 48-50.

39. *Ibidem*.

40. Michal Meidan, « Chine-Iran : des relations pragmatiques », papier occasionnel publié sur le site d'Asia Centre : [www.centreasia.org/media/files/AsiaCentre\\_OGP\\_note-CR\\_20061012.pdf](http://www.centreasia.org/media/files/AsiaCentre_OGP_note-CR_20061012.pdf).

ment en termes d'évolutions respectives des puissances relatives des États-Unis et de l'Iran, avec une dynamique positive du côté iranien. D'une part, sa vision exprime la méfiance que Pékin éprouve vis-à-vis de Washington et sa réprobation de la politique américaine, une vision partagée par l'Iran lui-même. D'autre part, la Chine ne souhaite pas compromettre ses relations avec l'Iran. Partenaire stratégique, il est aussi un partenaire commercial important, avec lequel elle a conclu de nombreux projets, notamment énergétiques<sup>41</sup>. Pour autant, même si elle essaie de diminuer la portée et la signification de ce choix, la Chine n'en a pas moins voté les résolutions de l'ONU menaçant l'Iran de sanctions en cas de poursuite de ses activités d'enrichissement d'uranium. Signe, sans doute, qu'elle ne souhaite pas laisser s'effondrer le régime de non-prolifération.

## 9. Un TNP aux caractéristiques chinoises

MICHAL MEIDAN

D'après :  
– Zhao Qinghai, « Les Défis du système international de non-prolifération et ses perspectives d'évolution », China Institute for International Studies (site internet), mars 2008.

L'analyse de Zhao Qinghai dresse un tableau sombre de l'efficacité du Traité de non-prolifération (TNP) et de son avenir. Bien qu'il confirme son importance pour la lutte internationale pour le désarmement et contre la prolifération nucléaire, l'auteur dénonce ses nombreuses failles, tout en promettant que la Chine œuvrera activement pour parvenir à un monde libéré de l'arme nucléaire. Mais l'analyse manque d'équilibre, entre une réflexion fortement critique sur la nature d'un système jugé dominé par les États-Unis et des recommandations simplistes, voire naïves.

Le traité, explique l'auteur, n'est qu'un aspect des mesures internationales pour la lutte contre la prolifération, dont il est la pierre angulaire. Mais bien qu'il « *permette de coordonner les relations stratégiques entre puissances, renforce la prévisibilité du*

*système international [...] et contribue à la sécurité et stabilité [du système] », ses imperfections ne peuvent être ignorées et ne font qu'exacerber l'insécurité qui règne dans le contexte international actuel.*

Tout d'abord, le TNP est déséquilibré dans la définition des droits et des obligations des signataires. Les États dotés d'armement nucléaire (EDAN) disposent de plus de droits que ceux qui ne le sont pas et échappent plus facilement à l'exécution de leurs obligations. Si les objectifs sont le désarmement, la non-prolifération et l'usage pacifique de l'énergie nucléaire, ce dernier objectif n'est pas assuré de façon équitable car les pays occidentaux peuvent encourager ou saper à leur gré les ambitions de pays non nucléarisés à acquérir une capacité nucléaire civile. De plus, les EDAN sont soumis, d'après l'auteur, à des mesures de vérifications mal régulées. Cette ambiguïté non seulement suscite le mécontentement de pays signataires, mais procure une excuse à d'autres pays pour ne pas s'y engager. Or, depuis une décennie, ces tendances s'exacerbent. La stratégie unilatérale américaine déstabilise le système international et conduit d'autres pays à vouloir renforcer leur capacité nucléaire. Non seulement les Américains ont affaibli le TNP avec la baisse de leur contribution financière à l'AIEA, mais leur retrait du Traité anti-missiles balistiques (ABM), suivi d'efforts de mise à niveau de leur arsenal nucléaire, n'a fait que lancer la Russie et le Royaume-Uni dans des efforts comparables. Si, de toute évidence, cela renforce la force de dissuasion nucléaire de ces pays, ces actions aboutissent à un ralentissement du processus de désarmement, à une nouvelle course aux armements – qui ne fait que renforcer la détermination des pays en développement à atteindre leur nucléarisation – et affaiblit, enfin, tout argument pour les convaincre de renoncer à ces tentatives.

Deuxièmement, ce traité est impuissant face aux non-signataires. Qui plus est, les standards américains à deux vitesses compromettent davantage le traité : alors que l'Iran et la Corée du Nord sont menacés de sanctions politiques, économiques et militaires pour les amener à renoncer à leur programme nucléaire, les programmes israélien, indien et pakistanais sont « *passés sous silence, signe d'une approbation ta-*

41. *Ibidem*.

*cite* ». De plus, l'Inde, qui n'a pas signé le TNP, bénéficie de surcroît d'une coopération civile avec les États-Unis, qui envisagent le transfert de technologies sensibles. Les États-Unis ont ouvert « *la boîte de Pandore de la prolifération nucléaire* ». Pourquoi, dans ce cas-là, s'interroge l'auteur, l'Iran accepterait-il un compromis ?

Ensuite, le traité est faible face à la prolifération « non étatique », qui se répand rapidement depuis plus d'une décennie. La facilité accrue des échanges de technologies dans un monde étroitement interconnecté rend tout contrôle de la prolifération difficile, et ce d'autant plus que la diminution des réserves d'énergie fossile et la hausse des prix, conjugués aux impératifs environnementaux, ressuscitent l'engouement pour le nucléaire civil. En Asie du Nord-Est, 109 centrales nucléaires sont déjà opérationnelles, 18 sont en construction et 110 en cours de planification. Une fois l'enrichissement de l'uranium et le cycle du combustible maîtrisés, l'acquisition de la bombe nucléaire n'est pas loin. Les capacités sont plus accessibles que par le passé, et l'instabilité du système international est une motivation supplémentaire ; certains pays développent ainsi leur capacité nucléaire militaire sous couvert de programmes civils. Il y a actuellement près de soixante pays dont les programmes nucléaires civils sont en cours de réalisation ou de recherche, parmi lesquels quarante devraient, dans un avenir assez proche, avoir la maîtrise de ces programmes, et donc la capacité technique de fabriquer des bombes nucléaires. Le risque de voir cette capacité tomber entre les mains de groupes terroristes devient donc d'autant plus réel.

Quatrièmement, le traité n'est pas en mesure de réagir face à des infractions de la part de pays signataires. Les mesures de coercition varient, et le retrait du TNP en est facilité. La communauté internationale se retrouve divisée quant à la stratégie à adopter face à toute défection, comme a montré le cas nord-coréen. Suite au retrait de Pyongyang en 2003, les États-Unis ont voulu sanctionner la Corée du Nord, alors que d'autres pays « non alignés » ont préféré soumettre la décision à l'ONU. Le traité et la détermination internationale pour lutter contre la prolifération sont de ce fait constamment mis à l'épreuve, sans réaction adéquate : en 1998, c'est l'Inde et le Pakistan

qui ont effectué des tests nucléaires, en 2003, ce fut le retrait nord-coréen du TNP, plus récemment c'est le comportement de l'Iran qui pose des problèmes. Les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, que l'auteur soutient implicitement, n'ont pas dissuadé ces deux pays de poursuivre leurs programmes (même si l'auteur n'affirme pas que le programme iranien ait des fins militaires).

La course aux armements en Asie du Nord et au Moyen-Orient devient une hypothèse réaliste. Treize pays arabes ont déjà exprimé leur ambition de se nucléariser<sup>42</sup>, et au Japon le débat sur ce sujet se renouvelle. Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) estime qu'au rythme actuel plus de trente pays acquerront des capacités nucléaires (l'auteur n'indique toutefois pas de délais). Alors que le système de désarmement stagne également, il n'est pas étonnant que des pays cherchent à acquérir ou renforcer leur capacité nucléaire. Face à ces menaces, l'AIEA a adopté de nouvelles résolutions ; des pays signataires se penchent également sur la question de la non-prolifération, mais les « *différentes approches* » rendent toute décision internationale difficile à faire passer. De plus, « *les mesures [proposées] traitent les symptômes, mais n'attaquent pas la racine* », à savoir l'instabilité régionale et internationale.

La solution que propose l'auteur est, en somme, un système – très vague par ailleurs – de sécurité collective fondé sur les cinq principes de coexistence pacifique et qui relève du nouveau concept de sécurité : « *ce qu'il faudrait, c'est un système de confiance mutuelle, de bénéfice mutuel, d'égalité [...], un système de coopération multilatérale renforcée, une amélioration du système international et un renforcement de la sécurité de chaque État* ». Mais en même temps, dans une critique à peine voilée envers les États-Unis, l'auteur dénonce les doubles standards dans l'application du TNP, le développement de boucliers antimissiles « *qui minent la stabilité stratégique internationale* », et le déploiement d'armements dans l'espace. L'idée de la Chine, « *soutenue par d'autres pays* », est donc un monde dénucléarisé... Reste à savoir comment y parvenir.

---

42. Notons ici que l'auteur ne distingue pas entre capacité nucléaire civile et militaire.



## 10. Face aux ONG africaines, mieux communiquer pour désamorcer les critiques

MICHAÏL ANDREI

D'après :

– Luo Jianbo, « Les ONG africaines et les relations sino-africaines », *Xiandai guoji guanxi*, avril 2008, p. 10-15.

Luo Jianbo<sup>43</sup> s'empare du thème rebattu des relations sino-africaines, mais sous un angle resserré, en consacrant un article au regard critique des ONG africaines<sup>44</sup> sur la Chine. Le cœur de son propos est la faible capacité de la Chine à maîtriser son image internationale<sup>45</sup>, faiblesse dont témoignent lesdites critiques. Il les énumère et y répond en citant une série de mesures déjà prises par la Chine et conclut par des recommandations visant essentiellement des actions de communication, voire de propagande.

La première partie de l'article surprend : la liste des turpitudes chinoises en Afrique, dont les journaux occidentaux ne nous laissent plus rien ignorer, semble assez complète et s'appuie de plus sur des publications émanant des ONG elles-mêmes, auxquelles le lecteur pourra d'ailleurs se référer puisque leurs sites sont systématiquement indiqués<sup>46</sup>. Les accusations ainsi relayées sont celles habituellement relevées contre la pénétration chinoise en Afrique : obstacle à la démocratisation et soutien de régimes autocrates, proches parfois du terrorisme ; déséquilibre du commerce au détriment de l'Afrique ; nuisance pour la capacité africaine de développement autonome ; graves lacunes des entreprises chinoises quant à leurs

43. Chercheur au centre d'études internationales de l'École centrale du Parti, spécialisé entre autres dans les relations sino-africaines.

44. ONG dont la multiplication a, dit l'auteur, accompagné la démocratisation en Afrique. Seules des ONG africaines étant citées par Luo Jianbo, la précision ne sera plus faite dans la suite de cette synthèse.

45. Le terme d'*influence* se retrouve pas moins de dix-huit fois sous la plume de l'auteur, dont quatorze dans son sens d'*ascendant*, de *capacité de persuasion*.

46. Le contraste est d'ailleurs saisissant avec la suite de l'article qui cite exclusivement des sources officielles : *Renmin ribao* (*Le Quotidien du peuple*), ou documents officiels sur la politique africaine de la Chine.

responsabilités sociales ; dégâts sur l'environnement.

Le propos est articulé de façon stricte, et l'auteur cite courageusement les critiques sans chercher à les relativiser. Rien certes de très nouveau : en « *s'abstenant de toute exigence de bonne gouvernance vis-à-vis des bénéficiaires de son aide* », la Chine « *menace les efforts internationaux dans la lutte contre la corruption* ». Mais le degré de précision rend certaines critiques difficiles à démentir : « *En 2007, les dix classes de produits chinois les plus exportés en Afrique sont sans exception des produits manufacturés industriels (textiles en tête, avec 12,8 %), les dix classes de produits africains les plus exportés en Chine proviennent exclusivement de l'exploitation des ressources naturelles (pétrole brut en tête, avec 71 %).* » Les carences des entreprises en termes de responsabilité sociale et environnementale (RSE) sont particulièrement soulignées, avec leurs multiples corollaires : sécurité inexistante<sup>47</sup>, bénéfice restreint pour le marché local du travail, peu, voire pas de bien-être généré en retour pour les populations locales, impact très négatif sur l'environnement (en sylviculture notamment).

On s'attendrait donc, après une telle énumération, à ce que l'auteur formule quelques propositions en regard des problèmes constatés. Luo Jianbo n'en fait rien et s'en tient à des déclarations ou textes strictement officiels, tels que le document sur la politique africaine de la Chine (2006) ou plusieurs articles du *Renmin ribao* (*Le Quotidien du peuple*). Le contraste entre les accusations précises et les contre-arguments chinois, qui tiennent essentiellement de la dénégation, est frappant. D'une manière générale, et pour en rester aux principes :

– la coopération économique et commerciale sino-africaine est excellente, et les quelques problèmes qui n'ont pas été exagérés ou distordus tiennent plutôt à la situation africaine ;

– les écarts de conduite de quelques entreprises ne sauraient représenter toute la

47. Un certain humour grinçant – s'il n'est pas involontaire ? – n'est pas exclu de cet article : citant l'accident de la mine de cuivre zambienne qui, en 2005, a fait une cinquantaine de victimes, l'auteur précise que « *ce genre d'accident est très rare en Zambie* »... Un commentaire que le lecteur chinois pourrait voir comme une allusion aux catastrophes minières autrement importantes que connaît la Chine.

Chine, pétrie pour sa part de bonnes intentions à l'égard de l'Afrique ;

– peut-être les Africains attendent-ils trop de la Chine, notamment un « *comportement vraiment différent de celui des puissances occidentales* » ?

– étant de nature « *purement économique* », les problèmes évoqués, « *frictions habituelles* », peuvent être analysés puis corrigés.

D'ailleurs, poursuit l'auteur, tout dans la conduite chinoise montre une volonté d'aider l'Afrique : action multilatérale en faveur du dialogue dans le dénouement de la crise au Soudan<sup>48</sup> (vue comme « *un tournant dans la diplomatie chinoise et l'image internationale de la Chine* »), détaxation de nombreux produits africains, création de zones spéciales de coopération économique en Afrique, actions en faveur de la RSE et du développement durable (publication de brochures à l'intention des entreprises de sylviculture, par exemple), enfin actions de communication visant à rectifier les erreurs d'appréciation des ONG africaines.

L'auteur en vient finalement à la partie prescriptive de son article. Tout l'effort doit, selon lui, être concentré sur la communication : en effet, prévient-il, renverser totalement l'incompréhension des Africains à l'endroit de la Chine serait trop long, aussi convient-il de se hâter de modifier et de protéger son image :

– en pratiquant une diplomatie plus ouverte, envers les ONG africaines notamment, qu'il est nécessaire d'inviter en Chine par le biais des ONG chinoises<sup>49</sup> afin de contrebalancer « *l'influence occidentale* », qui a simplement transposé en Afrique la « *théorie de la menace chinoise* » ;

– en pratiquant une veille continue sur la « *propagande* » (宣传, *xuanchuan*) des ONG africaines et en se rapprochant des plus réputées d'entre elles (comme par exemple la Conférence des présidents d'université) ;

– en acceptant de parler des aspirations africaines aux droits de l'homme et à la démocratie tout en insistant sur la convergence naturelle des sociétés vers la bonne gouvernance ;

---

48. Le fait que la question du Darfour ait pu être transposée à un niveau politique n'est pas sans rapport avec le rôle politique de la Chine et sa participation au maintien de la paix.

49. Au titre par exemple du « fonds pour le développement des ressources humaines en Afrique ».

– en publiant une « liste noire » des entreprises ne respectant pas un quota de RSE fixé par le pouvoir et en encourageant les entreprises modèles ;

– enfin, en mettant sur pied un mécanisme de prévention des crises internationales sans manquer d'y inclure la communication stratégique : le souci de soigner son image, tout en obligeant la Chine à établir des priorités entre ses différents intérêts, devrait lui permettre de faire converger les efforts de tous ses médias.

En conclusion, explique Luo Jianbo, « *la diplomatie chinoise doit faire preuve d'une meilleure anticipation et d'une capacité à réagir aux crises, elle doit de plus faire valoir son droit à la parole en politique internationale et éviter l'attitude passive du schéma "critique internationale, réponse chinoise"* ».

Bien qu'il s'avère décevant après un début prometteur, l'article de Luo Jianbo n'en présente pas moins un certain intérêt pour ce qu'il dit de la perception par la Chine des pressions qu'elle subit en Afrique. L'énumération des critiques des ONG africaines comporte ainsi quelques omissions flagrantes qui concernent les trois niveaux de la présence chinoise en Afrique, État, entreprises et diaspora : la coopération avec l'Afrique y est réduite à la seule dimension bilatérale, et l'auteur n'envisage à aucun moment qu'une parade radicale aux critiques serait que la Chine s'associe à d'autres États pour dispenser l'aide au développement<sup>50</sup> ; l'auteur ne fait aucune mention de difficultés que rencontreraient des entreprises locales pour s'imposer dans les appels d'offres de leurs propres gouvernements, pas d'encouragement non plus, en marge de la RSE, à des transferts de technologies, joint-ventures et autres types de coopération qui ont pourtant fonctionné pour le décollage économique chinois ; aucune allusion, enfin, à la concurrence exercée par le petit commerce chinois, ni aux actes de contrebande qui existent dans certains des réseaux diasporiques.

En fait, l'auteur voit la question sino-africaine du seul point de vue de l'État chinois, et sans doute est-ce cette limitation qui le pousse à une stricte opposition entre ONG et État. Cette difficulté à traiter avec des

---

50. De même, le mécanisme de gestion des crises, dont la création est prônée par l'auteur, pourrait être « *bi- ou multilatéral* », sans qu'on sache très bien avec qui la Chine pourrait s'associer.

organisations non gouvernementales que Luo Jianbo finit par assimiler à des enfants sous influence n'est peut-être pas sans rapport avec le sens du terme chinois, qui n'a pas la même acception que le strict terme de « non gouvernemental » : le terme 非政府组织 (*fei zhengfu zuzhi*) n'exclut pas les satellites du parti... Pour faire pièce aux organisations de la « société civile » (公民社会, *gongmin shehui*), l'auteur ne peut mettre en avant que les « organisations populaires » (人民组织, *renmin zuzhi*).

## TAÏWAN

*Entre Pékin, Washington et Tokyo, la marge de manœuvre de Ma Ying-jeou est réduite. Son gouvernement a conservé l'initiative stratégique en mai et en juin. Mais à quel prix ? Le 12 juin, à Pékin, les représentants des deux rives signaient deux accords à la portée stratégique, symbolique et économique considérable. Evoquées depuis le début des années 1980, les liaisons aériennes directes seront une réalité à partir du 4 juillet, avec 36 vols chaque week-end. Deux semaines plus tard, 3000 touristes chinois pourront se rendre sur l'île chaque jour. Soucieux de favoriser la construction d'un environnement favorable à la reprise du dialogue, Washington a décidé de suspendre l'examen de nouvelles ventes d'armes à Taïwan pendant une période indéterminée. Décision autonome, résultat du lobbying chinois ? Certaines sources affirment qu'il s'agit d'une demande taïwanaise. Au même moment, l'incident du bateau de pêche taïwanais coulé par une frégate japonaise alors qu'il voguait dans les eaux des îles Senkaku – Diaoyutai, revendiquées par la Chine, Taïwan et le Japon, a donné à Taipei une opportunité en or pour canaliser l'énergie nationaliste de la population en la dirigeant contre le Japon... avec pour effet de sécuriser le soutien interne aux négociations avec Pékin.*

*L'ouverture à la Chine profite de la faiblesse du DPP. De retour dans l'opposition, le parti entame sa reconstruction sous la présidence d'une experte des relations entre les deux rives, élue contre la faction indépendantiste radicale. Dans un avenir proche cependant, seule une erreur du Kuomintang semble à même de contrecarrer la politique continentale de Ma Ying-jeou. Les velléités d'autonomie de certains membres du comité central du parti, les pressions exercées par le caucus du KMT au Yuan législatif pourraient entretenir la crainte diffuse d'une érosion démocratique, par un déplacement du centre de gravité du pouvoir du gouvernement au parti.*

### 11. Le dialogue KMT-PCC affaiblit-il Ma Ying-jeou ?

MATHIEU DUCHATEL

D'après :

– Lai Cheng-hsiang, « Le track II Hu Jintao - Wu Bo-hsiung, il ne faut surtout pas ! », *Zhongguo shibao - China Times*, 28 mai 2008.

– Lai I-chung, « La plateforme d'échange KMT-PCC affaiblit Ma Ying-jeou », *Lianhebao*, 1<sup>er</sup> juin 2008.

Du 26 mai au 1<sup>er</sup> juin, Wu Bo-hsiung, le président du Kuomintang (KMT), était en Chine pour conduire ce que Ma Ying-jeou a décrit comme une diplomatie informelle de type « track II<sup>51</sup> ». Sa visite s'inscrit dans la continuité du dialogue KMT-PCC, amorcé en 2005, à la différence notable que le KMT est désormais au pouvoir à Taïwan. Le 29 mai, à Pékin, M. Wu a rencontré le président chinois, Hu Jintao, en sa qualité de secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC),

51. Forme de diplomatie informelle, la « diplomatie track II » consiste à utiliser des acteurs non officiels (universitaires, officiers à la retraite, responsables de partis politiques, parfois hommes d'affaires) ou des responsables gouvernementaux en leur qualité de personnes privées pour faciliter les échanges intergouvernementaux.

pour poursuivre le dialogue de parti à parti et faciliter la communication entre les deux rives. Or le nombre d'avancées de la part de la Chine qui ont été annoncées en présence du président du parti au pouvoir à Taïwan laisse rêveur. Pour la première fois, Hu Jintao a évoqué une réduction du déploiement des missiles balistiques pointés sur l'île. Il s'est également engagé à négocier avec Taïwan la participation de l'île à certaines organisations internationales, à commencer par l'obtention d'un statut d'observateur à l'Organisation mondiale de la santé, sous la dénomination de « Chinese Taipei ». C'est également le moment que les deux partis ont choisi pour annoncer la reprise du dialogue entre la Fondation pour les échanges entre les deux rives (SEF) et l'Association pour les relations de part et d'autre du détroit (Arats), interrompu depuis 1998<sup>52</sup>. La Chine a donc choisi de saisir l'opportunité de la victoire de Ma Ying-jeou pour changer son

52. La Fondation pour les échanges entre les deux rives (SEF, Taïwan) et l'Association pour les relations de part et d'autre du détroit (Arats, Chine continentale) sont des associations semi-privées, créées par les gouvernements des deux rives au début des années quatre-vingt-dix pour mener un dialogue « officiellement non officiel ». Elles ont tenu deux sommets, à Singapour en 1993 et à Shanghai en 1998, avant d'être mises en sommeil sous Chen Shui-bian. La SEF s'occupe également d'aider les investisseurs taïwanais en Chine.

approche de la question de Taïwan. La formule d'usage pour décrire cette nouvelle orientation est « *mise de côté des différences, croissance commune* » (擱置爭議, 共同發展, *gezhi zhengyi, gongtong fazhan*). Chen Yunlin<sup>53</sup>, nommé fin mai à la tête de l'Arats, ne parle plus de « *réunification pacifique* », mais de « *croissance pacifique* » des relations entre les deux rives.

Pourtant, rien n'indique que l'utilisation par Ma Ying-jeou du canal KMT-PCC pour communiquer avec la Chine soit une bonne idée. Elle lui attire déjà de nombreuses critiques, de sorte que les dirigeants du KMT ont plutôt occupé l'espace médiatique pour justifier la démarche que pour commenter le contenu des pourparlers. Car pour beaucoup de Taïwanais la dignité de la nation est en jeu. Il est reproché à la délégation de Wu Bo-hsiung d'avoir discuté avec ses interlocuteurs chinois les modalités de dossiers qui intéressent l'ensemble de la population taïwanaise : les vols charters directs chaque week-end, le tourisme chinois sur l'île, la sécurité nationale. Mais, comme le note Lai Cheng-hsiang, il existe en République de Chine un dispositif institutionnel pour gérer ces dossiers. Le président de la République possède le droit d'initiative pour les relations entre les deux rives, qui constituent en quelque sorte son domaine réservé. Il applique sa politique à travers la commission aux Affaires continentales, de rang ministériel, à la tête de laquelle Ma Ying-jeou a nommé Lai Hsin-yuan, une experte en sécurité économique, ex-députée du parti pro-indépendance, le Taiwan Solidarity Union<sup>54</sup>. La commission charge la SEF de négocier

---

53. M. Chen occupe la place laissée vacante par Wang Daohan, décédé en décembre 2005. Pékin n'avait pas jugé nécessaire d'attribuer cette fonction tant que Chen Shui-bian était au pouvoir. Chen Yunlin quitte donc la direction du Bureau des affaires de Taïwan du gouvernement au profit de Wang Yi, ex-vice-ministre des Affaires étrangères. La nomination de Wang Yi montre un souci de coordination accrue entre la politique extérieure chinoise et la politique à l'égard de Taïwan. Pour une analyse des tensions entre ces deux branches du gouvernement, voir Mathieu Duchâtel, « La politique de suppression de l'espace international de Taïwan peut-elle s'assouplir ? », *China Analysis*, n°14, juillet-août 2007.

54. Cette nomination d'ouverture, critiquée dans le KMT, a été choisie par Ma Ying-jeou pour rééquilibrer sa politique continentale et faciliter un consensus dans la population taïwanaise autour de son effort de rapprochement avec la Chine.

avec son homologue chinois un certain nombre de dossiers.

Cette disposition convient parfaitement à la reprise des négociations entre les deux rives, et Ma Ying-jeou la favorise depuis le début. Lai Cheng-hsiang n'évoque pas la question de la raison pour laquelle M. Ma a accepté la tenue du sommet entre dirigeants du KMT et du PCC. S'agit-il d'une concession envers d'autres factions du KMT ? M. Ma croit-il vraiment que ce canal facilite la communication entre les deux rives ? La Chine a-t-elle exigé ce canal d'échange de parti à parti ? Toujours est-il que M. Ma risque gros à ce jeu. Car l'opposition connaît la faiblesse du Kuomintang : s'il apparaît comme un « *parti au-dessus du gouvernement* » (以黨領政, *yidang lingzheng*), il offrira immédiatement une occasion en or à ses adversaires, qui ne manqueront pas de dénoncer le retour à la période autoritaire et le mépris des normes démocratiques. Ma Ying-jeou a donc tout intérêt à minimiser la portée du canal interpartis et à favoriser la formule SEF-Arats.

Le DPP tente déjà de reprendre ses critiques contre un Kuomintang tout-puissant dont la pratique du pouvoir présagerait d'un glissement vers l'autoritarisme. Il s'agit pour le DPP, de retour dans l'opposition, d'une stratégie de campagne éprouvée, à la rhétorique bien rodée. Lai I-chung, ex-directeur du bureau des affaires internationales du DPP, n'hésite pas à affirmer que le gouvernement taïwanais est déjà affaibli par la diplomatie de parti à parti menée par le KMT. Il estime que le KMT fait le jeu du PCC en contribuant à accroître la légitimité du système politique chinois et des « *petits partis démocratiques* ». Le prochain pas, ironise M. Lai, sera de concéder que la question de Taïwan soit traitée au niveau de la Conférence consultative politique du peuple chinois. Le forum interpartis ne met pas seulement en danger la souveraineté de Taïwan ; elle érode sa démocratie lorsqu'elle est menée par un parti disposant des pouvoirs exécutif et législatif et agissant sans contrôle parlementaire, dans une opacité relative. Le succès de la politique continentale de Ma Ying-jeou passera donc nécessairement par un effort pour désamorcer ces critiques, qui s'il n'y parvenait pas pourraient s'amplifier et le déstabiliser, ce qui pour le moment est encore loin d'être le cas.

## 12. Le DPP, un renouveau en suspens

HUBERT KILIAN

D'après :

– « Le Prochain Capitaine du DPP », éditorial du *Lianhebao - United Daily News*, 18 mai 2008.

– Chen Fang-ming, « Le travail de reconstruction qui attend le Parti démocrate progressiste », *Zhongguo shibao - China Times*, 19 mai 2008.

– Lee Hung-dian, « Les tâches qui attendent le futur président du DPP », *Xin Taiwan xinwen zhoukan - New Taiwan*, n°634, 14 mai 2008.

À l'issue d'une campagne interne qui a duré plus d'un mois, les militants ont élu Tsai Ing-wen<sup>55</sup>, ancienne vice-Premier ministre et ex-présidente de la commission aux Affaires continentales<sup>56</sup>, à la tête du Parti démocrate progressiste (DPP), pour reprendre en main une formation exsangue après huit années de règne à la tête de l'État. Les analyses parues dans la presse sont unanimes pour souligner la nécessité d'une réforme de fond. Elles divergent cependant sur la nature de l'effort et sur la direction à donner à ce mouvement de réforme dont Tsai Ing-wen a désormais la responsabilité. Sera-t-elle capable de l'assumer ?

En s'appuyant sur une analyse de l'alternance démocratique, l'éditorial du *Lianhebao* compare le basculement dans l'opposition du Kuomintang (KMT) en 2000 avec la situation du DPP aujourd'hui et évoque une dynamique du déclin dont pourrait être victime le parti indépendantiste. Il a fallu huit années au KMT pour reconquérir le pouvoir, période au cours de laquelle il a dû faire face aux risques d'éclatement, avec le départ du président du parti Lee Tenghui, et de divisions, avec Soong Chu-yu qui fonda

55. Avec 57,14 % des suffrages exprimés (73 892 voix), elle s'est imposée face à Koo Kuang-ming, qui a recueilli 37,81 % des suffrages (48 882 voix). Le député Trong Chai, qui avait renoncé, a toutefois vu 5,05 % des voix se reporter sur son nom. Sur les 250 000 membres du DPP appelés à se prononcer, 129 000 (51,7 %) se sont déplacés pour cette élection primaire.

56. Vice-Premier ministre de janvier 2006 à mai 2007 dans le gouvernement de Su Tzeng-chang. Elle avait auparavant assumé les fonctions de présidente de la commission ministérielle aux Affaires continentales entre 2000 et 2004.

le Parti pour le peuple. Il fallut attendre que Ma Ying-jeou s'empare de la présidence du KMT et obtienne son investiture pour commencer à renouer avec le succès électoral, aux élections législatives de 2008. Parallèlement, l'éditorial fait remonter le début du déclin pour le DPP à l'année 2005<sup>57</sup>, avec une série continue de défaites, depuis les élections locales jusqu'à la présidentielle, en passant par les législatives<sup>58</sup>. Selon le quotidien, le point de non-retour a été atteint avec le dernier scandale de corruption<sup>59</sup> qui a définitivement détruit l'image, déjà abîmée, de parti incorruptible grâce à laquelle le DPP avait accédé au pouvoir en 2000.

En revanche, le *New Taiwan*, qui s'appuie aussi sur une analyse de l'alternance démocratique, est plus optimiste en ce sens qu'il considère que, sous l'influence du système bipartiste que vient de renforcer la dernière réforme du mode de scrutin pour l'élection législative<sup>60</sup>, le pouvoir reviendra naturellement au DPP, d'autant plus qu'il conserve un certain capital politique du fait d'avoir été à l'origine des deux alternances qui ont consolidé la démocratie insulaire.

Ce retour au pouvoir, que tous ne jugent peut-être pas si lointain, reste toutefois soumis à la nécessité de la réforme, un chantier dont l'importance est soulignée par les trois

57. Hubert Kilian, « Après la défaite du camp présidentiel aux législatives de décembre, le pouvoir revient vers les partis », *Les Nouvelles de Chine*, n°1, novembre-décembre 2005.

58. Le parti ne contrôle plus que 8 districts ou municipalités spéciales sur 25 et ne dispose que de 27 députés sur les 113 qui forment le Yuan législatif.

59. Selon un sondage cité par le *New Taiwan*, le niveau d'opinions favorables au DPP ne dépasserait pas 18 %. Révélée par la presse singapourienne, l'affaire remonte à août 2006, date à laquelle le ministère des Affaires étrangères avait confié à deux intermédiaires, Ching Chi-ju et Wu Shih-tsai, la mission de faciliter l'établissement de relations diplomatiques avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Trente millions de dollars américains, aujourd'hui disparus, devaient transiter par un compte ouvert aux noms des deux intermédiaires dans une banque singapourienne, pour être ensuite versés à la Papouasie-Nouvelle-Guinée au titre de l'aide extérieure.

60. Mis en place à la suite de la réforme constitutionnelle du 23 août 2005 voulue par le DPP et le KMT avec l'objectif de bipolariser la vie politique, il s'agit d'un scrutin uninominal mixte à un tour, dans le cadre duquel 73 députés sont élus à la majorité simple dans chacune des circonscriptions uninominales, et 34 autres à la proportionnelle sur scrutin de liste par partis politiques. Six sièges sont réservés à la population aborigène.

articles. Parmi les autres dossiers importants qui sont évoqués figurent le déficit financier préoccupant du parti<sup>61</sup>, la question de la désaffection des militants qui le quittent, souvent mécontents du mode de promotion interne, le renforcement de son unité, usée par un factionnalisme endémique et, enfin, le rétablissement de la communication avec l'opinion publique. Mais c'est surtout dans la reconstruction d'une ligne politique que repose l'avenir du DPP et à laquelle doit faire face aujourd'hui Tsai Ing-wen.

Cette nécessaire reconstruction oblige à un choix cornélien entre la voie de l'idéologie, que défendent Chen Fang-ming dans *Zhongguo shibao* et Lee Hung-dian dans le *New Taiwan*, et celle du pragmatisme, que juge plus sage l'éditorial du *Lianhebao*. Pour les premiers, la reconstruction d'une ligne politique autour des valeurs traditionnelles du parti telles que la défense de la souveraineté insulaire, le combat pour le développement d'une conscience taïwanaise et la poursuite de l'édification d'un État-nation<sup>62</sup> doit être au centre de la réforme et retrouver une définition moins étroite et fermée que celle que lui avait donnée, avec trop d'autorité, l'ancien président Chen Shui-bian, qui s'en est souvent servi comme instrument de purge. Une redéfinition d'autant plus nécessaire, selon Chen Fang-ming, que le parti doit se démarquer du KMT en vue des opportunités politiques que fera naturellement naître le jeu de l'alternance, renforcé par le nouveau mode de scrutin. Selon lui, le DPP doit reconstruire son idéologie indépendantiste, mais en lien avec la société et l'opinion publique, un avis que ne partage pas l'éditorial du *Lianhebao*, qui reste pessimiste sur les chances du DPP de retrouver un rôle politique majeur à moyen terme.

Face à l'ampleur de la tâche, la question de savoir si Tsai Ing-wen dispose des ressources politiques nécessaires pour réussir à sauver sa formation est évoquée en des termes qui semblent mettre en valeur son image de technocrate acquise à la cause indépendantiste plutôt que celle d'une politi-

cienne dotée d'une vision pour le DPP. Ainsi, selon *Lianhebao*, Tsai Ing-wen bénéficie d'une bonne image au sein du parti pour sa contribution aux dossiers des relations entre les deux rives<sup>63</sup> ou son apport à la question d'une conscience taïwanaise. Chen Fang-ming estime que ses compétences peuvent aider le DPP à porter un regard nouveau sur la société insulaire et son histoire, d'autant qu'elle n'est l'otage ni de factions ni d'accords politiques gênants, et qu'elle n'a jamais été une apparatchik<sup>64</sup>. Elle détient ainsi toutes les cartes en main pour changer les habitudes au sein du parti et créer un nouveau dialogue avec l'opinion publique insulaire. Elle devra cependant trouver le ressort politique pour imposer l'unité aux anciens caciques comme Yu Shyi-kun, Frank Hsieh ou Su Tseng-chang, encore habitués aux luttes de factions, tout en laissant les « jeunes Turcs<sup>65</sup> » de la nouvelle génération s'exprimer. En référence au scénario qu'avait connu le KMT lors de son basculement dans l'opposition, le DPP pourra d'abord avoir besoin des compétences d'une modérée comme Tsai Ing-wen, capable de gérer l'unité du parti et de réformer son fonctionnement interne, avant de poser la question épineuse de sa ligne politique. Aujourd'hui, elle semble être la seule, au sein du camp vert, à pouvoir assumer ce rôle.

---

61. La victoire de Koo Kuang-ming aurait eu l'avantage de pouvoir renflouer en partie les caisses du parti. Koo Kuang-ming dispose d'une grande fortune personnelle.

62. Voir la résolution pour la normalisation de l'État (正常國家決議文), votée en mai 2007 en remplacement de la « résolution pour l'avenir de Taiwan » (台灣前途決議文), qui date de 1999.

---

63. Elle a fait partie de la cellule de travail mise en place par l'ancien chef de l'État, Lee Tenghui et fut chargée de concevoir le contenu de la déclaration qui qualifiait les relations entre les deux rives de « relations spéciales d'État à État », ce qui provoqua la colère de Pékin et la rupture des négociations entre les deux rives, en 1999.

64. Elle n'a adhéré au DPP qu'en 2004.

65. « DPP's Young Force Plans Party Reform Measures », *Taipei Times*, 30 mars 2008. « Young Turks Hand Reform Proposals to DPP's Tsai », *Taipei Times*, 26 mai 2008.

## LA PRESSE DANS CE NUMÉRO

财经, *Caijing*. Revue économique bimensuelle basée à Pékin, *Caijing* adopte des positions libérales sur les grandes questions d'actualité économique et financière.

聯合報, *Lianhebao - United Daily*. Fondé en 1951, il est l'un des quatre plus grands quotidiens de Taïwan par son tirage et affiche des positions politiques pro-Kuomintang dans une langue élégante et parfois recherchée.

瞭望, *Liaowang*. Hebdomadaire de l'agence gouvernementale officielle Xinhua, il publie parfois en exclusivité des points de vue ou des informations venant directement du cœur du Parti communiste.

南方都市报, *Nanfang dushibao*. Quotidien de Canton du groupe Nanfang, qui accorde une place importante aux actualités locales tout en commentant l'actualité nationale.

求实, *Qiushi*. Revue officielle du Comité central du Parti communiste chinois consacrée aux réformes institutionnelles et légales, mais aussi à l'économie et aux affaires diplomatiques et stratégiques.

世界经济与政治, *Shijie jingji yu zhengzhi - World Economics and Politics*. Mensuel académique du centre de recherche sur l'économie et la politique mondiales de l'Académie des sciences sociales de Chine. C'est la principale revue qui anime le débat chinois sur les relations internationales.

世界知识, *Shijie zhishi*. Revue bimensuelle fondée en 1934, elle est considérée comme le fer de lance du débat intellectuel.

现代国际关系, *Xiandai guoji guanxi*. Revue académique mensuelle du Chinese Institute for Contemporary International Relations (CICIR), consacrée aux affaires stratégiques et internationales.

新京报, *Xinjingbao*. Quotidien de Pékin qui se distingue par son traitement humaniste des questions sociales.

新台灣新聞週刊, *Xin Taiwan xinwen zhoukan - New Taiwan*. Hebdomadaire d'actualité politique fondé en janvier 1996, le *New Taiwan* se veut le témoin des évolutions politiques à Taïwan. Proche des valeurs défendues par le mouvement indépendantiste, il revendique un rôle de porte-parole de la conscience taïwanaise.

中國大陸研究, *Zhongguo dalu yanjiu - Mainland China Studies*. Trimestriel académique de l'Institut des relations internationales de l'Université nationale Chengchi, Taïwan, il s'agit d'une publication de référence consacrée à la Chine continentale dans ses diverses dimensions : économie, société, politique intérieure ou questions stratégiques.

中国国情国力, *Zhongguo guoqing guoli (China National Conditions and Strength)*. Revue mensuelle de l'Institut national des statistiques.

中國時報, *Zhongguo shibao - China Times*. Fondé en 1950, il est l'un des quatre plus grands quotidiens de Taïwan par son tirage. Affichant toujours des positions centristes, mais très critique envers le PDP pendant le second mandat de Chen Shui-bian, il appelle depuis la victoire de Ma Ying-jeou à une réforme en profondeur du PDP.



China Analysis - Les Nouvelles de Chine  
Bulletin électronique bimestriel  
publié par **Asia Centre**  
71, boulevard Raspail, 75006 Paris  
[chinaanalysis@centreasia.org](mailto:chinaanalysis@centreasia.org)

**Directeur de la publication**

François Godement

**Éditeurs**

Mathieu Duchâtel, Michal Meidan

**Responsables éditoriaux**

Politique intérieure : Michal Meidan

Économie : Thibaud Voïta

Affaires diplomatiques et stratégiques ;

Taiwan : Mathieu Duchâtel

**Ont contribué à ce numéro :**

Michaïl Andréi, Valérie Demeure-Vallée,

Hubert Kilian, Pierre Nordmann

**Secrétaire de rédaction**

Laurent Kahane

**Diffusion**

Rozenn Jouannigot

**Remerciements**

Françoise Nicolas ; CEFC Hong Kong